

LE DEVOIR

LE MONDE

Bosnie: Kostunica
tourne la page
Page A 5

LES SPORTS

La F1 voit
la vie en rouge
Page B 4

VOL. XCI N° 241

LE LUNDI 23 OCTOBRE 2000

87c + TAXES = 1\$

Pour un gouvernement central fort

PERSPECTIVES

Les vertus de l'opposition

La campagne électorale fédérale qui s'ouvre pourrait faire redécouvrir aux citoyens du Canada les vertus d'une opposition forte.

Le Parti libéral de Jean Chrétien pourrait bien conserver le pouvoir le 27 novembre. La fragmentation des alliances politiques en fonction des régions reste une donnée fondamentale de la course électorale qui s'amorce. Cette division du vote risque de favoriser le PLC.

Le Bloc québécois ne peut pas, par définition, prendre le pouvoir à Ottawa. Le Parti conservateur et le NPD se battent d'abord pour survivre, notamment en conservant leurs sièges dans les Maritimes. Il n'y aurait que l'Alliance canadienne susceptible de battre les libéraux. Mais pour gagner, l'Alliance devrait, en plus de conserver tous ses députés dans l'Ouest, rafler au PLC la moitié de ses 101 sièges (sur 103) en Ontario. La tâche paraît démesurée, même si certains gains sont possibles pour Stockwell Day dans la région de Toronto.

Bien des électeurs seront donc placés devant le choix de voter pour un député dont on sait qu'il sera dans l'opposition ou se rallier au Parti libéral qui sévit à Ottawa depuis sept ans. Les libéraux vont d'ailleurs faire campagne sur cette alternative en jouant sur au moins deux cordes sensibles.

Est-il préférable d'être représenté à Ottawa par un libéral plutôt que par un député de l'opposition?

Prenons d'abord en considération le deuxième argument. Cette prétendue bataille des valeurs que Jean Chrétien met en avant n'aura probablement pas

VOIR PAGE A 8: VERTUS

Lire aussi en page A 6

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux

CULTURE

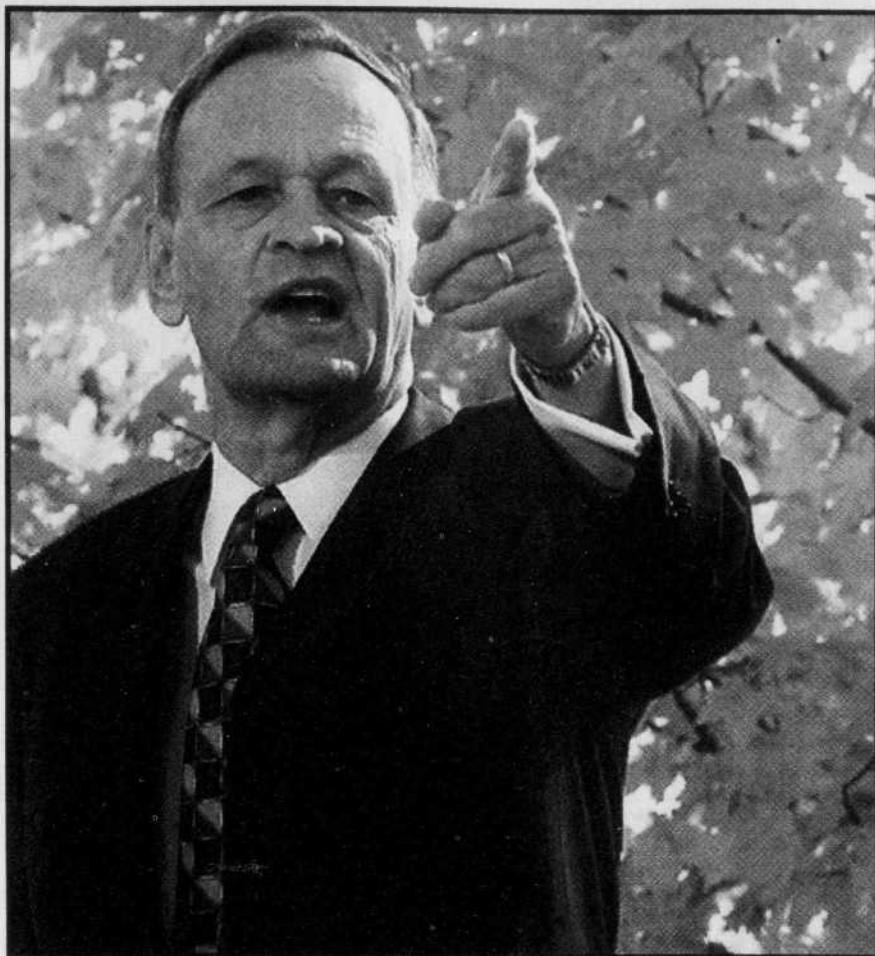
Carmen, ou l'amour passion, aux Grands Ballets canadiens

Page B 8



INDEX

Actualités	B 5	Monde	A 5
Avis publics ..	B 4	Mots croisés ..	B 4
Culture	B 8	Météo	B 4
Éditorial	A 6	Planète	B 3
Éducation	B 1	Religions	B 6
Idées	A 7	Sports	B 4
		Télévision	B 7



«Il n'y a rien de plus démocratique que de tenir une élection», répète Jean Chrétien.

Duceppe s'attaque aux Hells

Le chef bloquiste réclame pour une énième fois une loi musclée pour combattre les gangs de motards criminels

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe a réclamé hier, pour une énième fois, une loi musclée pour combattre les gangs de motards criminels. Mais cette fois, il les a attaqués de plein fouet.

«Les droits constitutionnels des Hells, vous savez où je peux me les mettre», a tranché Gilles Duceppe qui entamait la campagne électorale dans sa circonscription de Laurier-Sainte-Marie où le crime organisé est particulièrement actif. Devant quelques centaines de militants réunis pour son investiture, le chef du Bloc s'est indigné que des jeunes de 14-15 ans se prostituent dans

sa circonscription (la plus pauvre au Canada) pour acheter de la drogue vendue par des motards.

M. Duceppe a élevé le ton. «Est-ce que ce n'est pas le temps de se tenir debout?», a-t-il lancé, aussitôt ovationné. M. Duceppe a accusé son adversaire libéral, Jean Chrétien, d'être bien timide dans ce dossier.

Depuis l'attentat dont a été victime le journaliste Michel Auger le mois dernier, le Bloc québécois insiste sur la nécessité de renforcer le Code criminel pour interdire l'appartenance à des organisations criminelles. «Il n'y a pas un Hells qui va faire plier un député du Bloc là-dessus», a souli-

VOIR PAGE A 8: DUCEPPE

Pour justifier un scrutin anticipé, Chrétien parle des risques que l'Alliance fait courir à l'autorité fédérale

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

La poursuite de la vision libérale et le maintien d'un gouvernement central fort sont au cœur des enjeux pour lesquels les Canadiens devraient trancher lorsqu'ils se rendront aux urnes le 27 novembre prochain, a soutenu hier le premier ministre Jean Chrétien, après avoir demandé à la gouverneure générale de dissoudre le Parlement trois ans et demi à peine après les élections de 1997.

«Il y a des choix importants à faire pour l'avenir alors que nous entrons dans une ère de surplus importants. Le temps est venu de faire ces choix», a dit le chef libéral pour justifier ce scrutin anticipé. De plus, a-t-il tenu à insister à

quelques reprises, «il faut s'assurer que le gouvernement national demeure fort et parle pour tous les Canadiens afin de créer des possibilités pour tous».

Malgré cela, M. Chrétien a totalement ignoré le Bloc québécois et les souverainistes dans les attaques qu'il a faites hier à Ottawa, tenant clairement à maintenir, sur la scène nationale, une image de lutte à deux entre le Parti libéral du Canada et l'Alliance canadienne. Son discours a toutefois changé, quelques heures plus tard, devant ses partisans de Shawinigan, le Bloc devenant sa principale cible.

La défense d'un gouvernement central fort s'est révélée hier un des rares thèmes communs à ce

VOIR PAGE A 8: CHRÉTIEN



Élections: les enjeux

L'Alliance, seule solution de rechange?

Selon les sondeurs, l'Alliance canadienne constitue actuellement la seule solution de rechange au Parti libéral. Le Parti conservateur ne deviendrait-il alors qu'un parti régional? Pire, pourrait-il disparaître?

Le NPD cherche une place à l'ombre du PLC

Le glissement de tout le spectre politique vers la droite n'aide pas la cause du NPD, qui se cherche toujours une place à l'ombre des libéraux. Comment défendre sa pertinence avec le maigre appui d'un citoyen sur dix? Faut-il se repositionner au centre à la manière d'un Tony Blair?

Une campagne distincte au Québec

Société distincte, campagne distincte. À Shawinigan, Jean Chrétien s'en prend au Bloc et laisse l'Alliance pour la campagne nationale.

■ À lire en pages A 2 et A 3

Les Arabes donnent une chance à la paix

L'essentiel est de rétablir la «stabilité et la tranquillité dans la région», dit Moubarak

D'APRÈS REUTERS,
AFP ET LIBÉRATION

Le sommet arabe du Caire, le premier en quatre ans, a condamné ferme-

ment Israël hier pour les violences de ces dernières semaines mais il a laissé la porte ouverte à la poursuite d'une stratégie de paix alors que les affrontements se poursuivaient dans les territoires palestiniens, où quatre manifestants ont été tués par l'armée.

L'hôte du sommet, le président égyptien Hosni Moubarak, a souligné que la paix était «un choix» et que l'essentiel était de «rétablir la stabilité et la tranquillité dans la région».

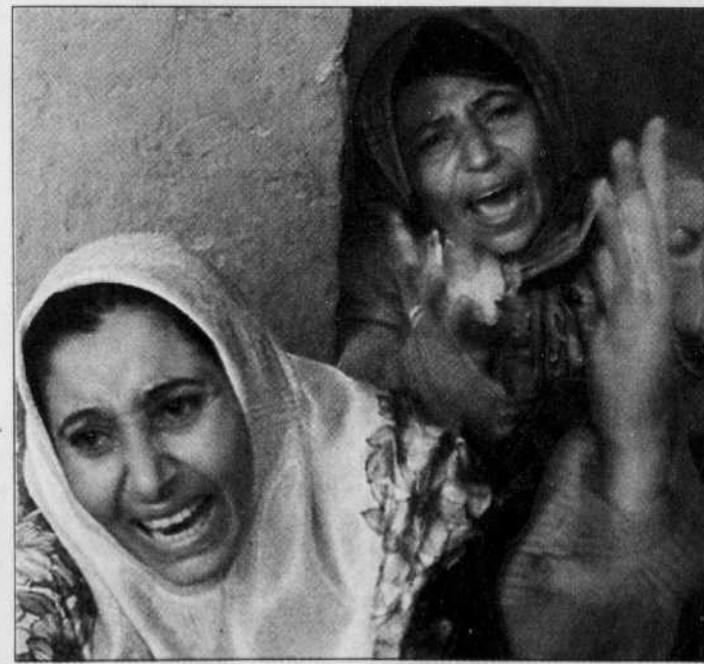
Après les violences des trois dernières semaines qui ont fait 132 morts et 4000

blessés il est clair toutefois que le processus d'Oslo ne peut plus reprendre comme si rien ne s'était passé.

Le premier ministre israélien l'a confirmé en annonçant, dès la fin du sommet du Caire, une «pause» dans le processus de paix israélo-palestinien, malgré les objections des «colombes» en vue de son cabinet, Shlomo Ben-Ami (Affaires étrangères) et Yossi Beilin (Justice).

«C'est une gifle aux dirigeants arabes qui ont donné une chance à la paix au sommet du Caire», a réagi à chaud le négociateur palestinien Saeb Erekat, tout en reconnaissant que le processus de paix était de toute façon paralysé. Barak a affirmé que cette pause permet-

Les affrontements se poursuivent dans les territoires palestiniens, où quatre manifestants ont été tués par l'armée israélienne



Une Palestinienne pleure son frère de 14 ans, Wael Imad, tombé sous les balles israéliennes.

VOIR PAGE A 8: ARABES

LE CANADA: UNE HISTOIRE POPULAIRE

Et maintenant, le livre!

À l'affiche dans plus de 300 librairies.

320 pages • plus de 200 illustrations • 39,95 \$

F

FIDES

ÉLECTIONS 2000

Profils
des chefsJean Chrétien, député de
Saint-Maurice (Québec)

Né le 11 janvier 1934 à Shawinigan, Québec. Marié et père de trois enfants. Avocat, diplômé de l'Université Laval.

Elu pour la première fois aux Communes en 1963, il a été titulaire de plusieurs ministères dont ceux des Finances (1967 et 1977-1979), des Affaires indiennes (1968-74) et de la Justice (responsable des négociations constitutionnelles) (1982). Candidat défait à la direction de son parti, en 1984, il est nommé vice-premier ministre et ministre des Affaires extérieures jusqu'à la victoire conservatrice du 4 septembre 1984. Il démissionne de son poste de député en février 1986 et se joint au cabinet Lang, Michener, Lawrence and Shaw, de Toronto, en plus d'agir comme avocat-conseil principal auprès de Gordon Capital. Elu chef du PLC en juin 1990, il revient aux Communes en décembre 1990. Il dirige un gouvernement majoritaire depuis octobre 1993.

Joe Clark, député
de Kings-Hants (Nouvelle-
Écosse) et candidat dans
Calgary Centre (Alberta)

Né le 5 juin 1939, à High River, Alberta. Marié et père d'un enfant. Maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta.

Il est élu une première fois aux Communes en 1972 et devient chef du Parti progressiste-conservateur en février 1976. Il devient premier ministre en mai 1979 à la tête d'un gouvernement minoritaire. En décembre de la même année, son budget est rejeté et il perd le pouvoir lors des élections tenues en février 1980. Il démissionne de son poste de chef en février 1983 pour tenter sa chance lors de la course au leadership qui suit. Il perd au profit de Brian Mulroney. En 1984, il est nommé Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (1984-1991) puis président du Conseil privé et responsable des Affaires constitutionnelles (1991-1993). Il a repris la direction du PC en novembre 1998 et a été réélu député en septembre dernier.

Stockwell Day, député
d'Okanagan-Coquihalla
(Colombie-Britannique)

Né le 16 août 1950 à Barrie, Ontario. Marié et père de trois enfants. Études universitaires non achevées à l'Université de Victoria.

Il a fait une foule de métiers, allant de bûcheron à intervenant auprès de jeunes en difficulté. Il a été propriétaire d'une petite entreprise de ventes aux enchères et a agi comme pasteur associé (1978-1985) de sa paroisse en plus d'être administrateur de l'école que cette dernière administrait (1980-1986). Il a été élu pour la première fois à la législature albertaine en 1986 où il a siégé jusqu'à cette année. Il a occupé plusieurs ministères dont celui des Services à la famille et des Services sociaux (1996-1997) avant de devenir Trésorier de la province (1997-2000). Il a été élu chef de l'Alliance canadienne en juillet 2000 et a fait son entrée aux Communes en septembre dernier.

Gilles Duceppe, député
de Laurier-Sainte-Marie
(Québec)

Né le 22 juillet 1947, à Montréal, Québec. Marié et père de deux enfants. Études universitaires non achevées à l'Université de Montréal.

Militant étudiant puis marxiste-léniniste pendant quelques années, il a surtout travaillé comme conseiller syndical à la Fédération du commerce de la CSN. Premier député élu du Bloc québécois (août 1990), il a agi comme whip de son parti après l'élection de 1993. Il est devenu leader parlementaire en février 1996 après le départ de Lucien Bouchard pour Québec et l'élection de Michel Gauthier à la direction du BQ. Il a pris la tête du parti en mars 1997.

Alexa McDonough,
députée de Halifax
(Nouvelle-Écosse)

Née le 11 août 1944, à Ottawa, Ontario. Mère de deux enfants. Travailleuse sociale, diplômée de l'Université Dalhousie.

Elle s'est occupée de développement communautaire pour le ministère des Services sociaux de la Nouvelle-Écosse, a fait de la planification sociale pour la Ville d'Halifax, a enseigné à l'Université Dalhousie. Elle a fait le saut en politique active en 1980 en devenant chef du Nouveau Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse. Elle est entrée à la législature de la province en 1981 et y est restée jusqu'en 1995, année de son accession à la tête du NPD fédéral. Elle a été élue à la Chambre des Communes lors des élections générales de 1997.

La droite

L'Alliance s'imposera-t-elle
comme seule solution de rechange?HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

La campagne électorale qui commence devrait parachever la transformation de la droite politique en confirmant l'Alliance canadienne dans son statut de seule solution de rechange au Parti libéral, un titre autrefois porté par le Parti progressiste-conservateur.

Selon les divers sondages publiés récemment, l'Alliance canadienne arrive en deuxième place, avec plus ou moins 25 % des intentions de vote. Le PC, lui, traîne avec un maigre 8 %. Selon Reg Whitaker, professeur de sciences politiques à York University, la campagne renverra le parti conservateur au rang de parti régional, soit celui des Maritimes. C'est le seul endroit où il est représenté (à l'exception d'un député au Manitoba et d'un autre au Québec) et le seul où il peut espérer encore faire élire des candidats. «L'Alliance canadienne délogera le Parti conservateur comme le seul parti viable de droite. Le PC sera réduit à un parti régional des Maritimes. Pour eux, cette élection sera un pas de plus vers l'insignifiance.»

Steven Patten, professeur de sciences politiques à Trent University, pense aussi que cette élection permettra à l'Alliance canadienne de s'établir en tant que «solution de rechange logique aux libéraux», notamment parce que les gens cesseront d'en avoir peur. «Après l'élection, quand il deviendra clair qu'ils sont la seule option, les gens vont arrêter de chercher une incompatibilité entre l'Alliance et les valeurs canadiennes. Et à la prochaine élection, ils ne seront plus mal à l'aise de voter pour l'Alliance.»

Selon M. Patten, si le PC n'arrive pas à faire élire autant de députés ou plus (ce qui semble assuré) ce sera sa fin. Mais n'a-t-on pas dit la même chose en 1993, quand les conservateurs de Kim Campbell ont été rayés de la carte en ne faisant élire que deux députés?

«Ce sera pire qu'en 1993, parce que cela prouvera l'incapacité du parti à se rebâtir. En 1993, on pou-

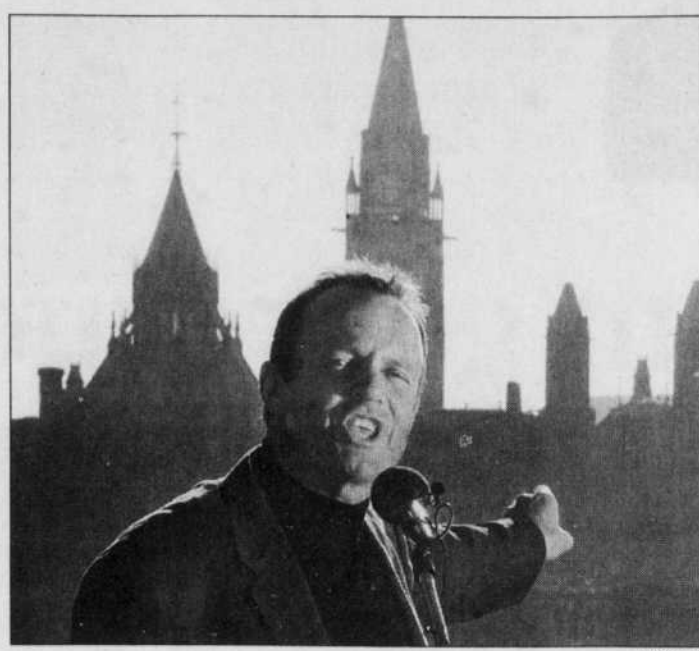
vait toujours regarder le balayage comme une gifle pour punir le gouvernement. Et puis, ils avaient l'histoire de leur côté et le fait que le Parti réformiste n'était pas aligné sur les valeurs canadiennes. Ces deux choses auront disparu.»

Alliance inévitable

Il y a un an, les membres du PC avaient voté contre toute alliance avec le Parti réformiste qui aurait donné naissance à un parti de droite susceptible de déloger les libéraux. Mais dans les faits, cette fusion des deux organisations se matérialise, officiellement mais sûrement: plusieurs conseillers et organisateurs conservateurs ont quitté le parti de Joe Clark pour s'embarquer dans l'aventure Stockwell Day, les financiers torontois qui ont porté au pouvoir les conservateurs de Mike Harris en Ontario affament le PC et gavent maintenant l'Alliance (le nouveau parti a amassé plus de 1,7 million en une seule soirée de financement à Toronto cette semaine). Sans compter que le seul député conservateur ontarien, Jim Jones, a rejoint les rangs alliancistes.

«Ceux [du Parti conservateur] qui avaient à partir pour l'Alliance sont déjà partis. Ceux qui restent forment le noyau dur du parti. Je ne pense pas que leur soutien va baisser davantage», nuance Donna Dasko, la vice-présidente «senior» de la firme de sondages Environics. Et si le parti s'effondrait complètement, ce serait à l'avantage des libéraux, pas de l'Alliance. Car le second choix de deux conservateurs vaincus sur trois est le PLC plutôt que l'Alliance. Et l'arrivée d'un Paul Martin à la tête du PLC n'accélérerait pas vraiment l'effondrement des conservateurs.

Certains croient que Paul Martin, perçu comme le représentant de l'aile plus conservatrice du Parti libéral pourrait attirer les derniers conservateurs encore plus vite s'il remplaçait Jean Chrétien à la tête du parti. Mais selon M. Whitaker, c'est inexact. «Même s'il n'est pas le chef, Paul Martin a contribué à donner une étiquette de conservatisme fiscal à son parti.



Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day.

Les libéraux ont donc été capables déjà d'attirer les conservateurs en équilibrant les livres.»

Mais pour l'Alliance, la lutte est loin d'être gagnée d'avance. Elle arrive deuxième, mais très loin derrière les libéraux, qui récoltent plus ou moins 50 % des intentions de vote. Il n'y a que dans la province de l'Alberta où l'Alliance devance les libéraux, et les deux partis sont à égalité en Colombie-Britannique.

Selon Jean-Marc Léger, président de la firme de sondages Marketing Léger, la campagne électorale pourrait faire toute la différence. Il y a un très haut niveau de volatilité chez les électeurs, mentionne-t-il. En Ontario, où se livrera la vraie bataille, le deuxième choix des électeurs libéraux n'est pas très loin derrière. Donc, une bonne campagne pourrait faire tourner le vent.

«Les élections ont plus tendance à être perdues qu'à être gagnées», ajoute Steven Patten. Ainsi, il s'agit de voir si les libéraux «commettent des erreurs». «La question devient vraiment: si les libéraux perdent du terrain, qui aura l'élan nécessaire pour ramasser les votes.»

La gauche

Le NPD se cherche encore une place
à l'ombre du Parti libéral

La cheffe néo-démocrate Alexa McDonough

tion, indiquant que son geste devrait être vu comme «un avertissement» au NPD.

Chemin de Damas

Le NPD vit des moments difficiles. Le parti n'a plus que 19 députés à la Chambre des communes depuis le départ de M. Laliberté et d'Angela Vautour, des sièges concentrés dans les Maritimes. Une région où les libéraux s'apprennent à leur mener la vie dure alors qu'ils comptent y faire des gains pour compenser des pertes appréhendées en Ontario. Pour couronner le tout, le NPD obtient à peine 8 % des intentions de votes dans les sondages.

«La situation est sérieuse», reconnaît Ed Broadbent, ex-chef du NPD (1975-89). «La stratégie du Parti libéral est de se présenter comme le Capitaine Canada et de dire à ceux qui n'aiment pas l'Alliance canadienne: vous feriez mieux de voter pour nous. Ce sera difficile de convaincre les Canadiens qu'il ne s'agit pas d'une course à deux.»

Même son de cloche du côté d'Audrey McLaughlin, cheffe de

la formation entre 1989 et 1995. «C'est vrai que ce sera difficile, on n'a qu'à regarder les sondages», admet-elle.

Mais en bons politiciens qu'ils sont restés, autant Mme McLaughlin que M. Broadbent nient que l'élection actuelle soit une question de vie ou de mort. Le politologue Alain Gagnon, professeur à l'Université McGill et auteur du récent livre *Ties that bound* sur l'histoire des partis politiques au Canada, n'est pas de cet avis. Il voit surtout dans les difficultés du NPD le résultat d'un manque «d'imagination politique».

«Les militants ont besoin d'une raison pour appuyer le parti et cette raison ne semble pas être là», M. Gagnon note que la gauche est en voie de disparaître au pays et que «les néo-démocrates ne font rien pour renverser cela». «Moi, je pense que c'est une question de leadership. Il y a un manque d'imagination politique.» On imite le parti qui a le plus de chances de gagner, soit le Parti libéral.

En outre, cette idée d'une alliance avec les libéraux, qui resurgit de temps en temps, ne fera que

faire perdre son âme au NPD, croit-il. «Plus le NPD va dire qu'il est ouvert à un gouvernement de coalition, et que ce serait une stratégie, plus il vont perdre l'appui de leur électorat naturel. Ça équivaut à une délégitimation du parti et les gens se disent "Si c'est ce qui se passe au bout du compte, j'aime mieux décider moi-même ce que je vais faire avec mon vote."»

Il y a aussi un précédent en la matière qui devrait enseigner la prudence: l'élection ontarienne de 1999. Devant l'imminence de la réélection de Mike Harris, le président du puissant syndicat des travailleurs de l'automobile, Buzz Hargrove, avait invité les votants néo-démocrates — dont la plupart de ses membres — à se ranger derrière le candidat NPD ou libéral qui aurait le plus de chances de battre le conservateur. Résultat: les conservateurs ont quand même formé le gouvernement et le NPD a récolté à peine neuf sièges sur 103.

«L'expérience a prouvé que le vote stratégique n'est pas efficace», pense Ken Georgetti, président du Congrès canadien du travail.

Et les impôts dans tout cela?
En fait, c'est un programme attirant qui parle aux électeurs que se cherche le NPD. Avec la montée de l'Alliance canadienne, ce sont les baisses d'impôts et le remboursement de la dette qui semblent obtenir la bonne oreille des Canadiens. Des sujets que le NPD n'a pas l'habitude d'aborder.

Pour l'instant, le NPD promet que 100 % des surplus budgétaires seraient dirigés vers de nouvelles dépenses. Au chapitre des impôts, il n'y aurait qu'un «réaménagement» de l'assiette fiscale: davantage proviendrait des riches, moins des plus pauvres. En comparaison, le Bloc québécois voudrait consacrer 56,7 % des surplus aux baisses d'impôts et le remboursement de la dette, l'Alliance canadienne, 90 %, et les libéraux y ont consacré jusqu'à présent 55 %.

Dans son brûlot de cet été, Bob Rae écrivait qu'il était «ab-

pour percer en Ontario. «Leur travail au Québec n'est qu'une tactique pour consolider leurs appuis en Ontario, croit Donna Dasko. Je ne crois pas qu'ils s'attendent à remporter des sièges. C'est très clair qu'en 1997, quand le Parti réformiste a commencé à faire rouler ses publicités anti-Québec, l'appui au parti libéral en Ontario a augmenté. L'Ontario a des différences avec le Québec, mais les Ontariens hésitent à appuyer un parti qui "antagonise" le Québec.»

Où gagneront-ils?

L'espace de croissance de l'Alliance reste limité, croit M. Whitaker. Le parti a fait le plein dans l'Ouest. Au mieux réussira-t-il à arracher quelques sièges en Colombie-Britannique, et celui de la ministre Anne McLellan en Alberta et de Ralph Goodale en Saskatchewan. Selon lui, l'Alliance n'a rien à espérer au Canada atlantique, après qu'un de ses membres eut traité ses travailleurs de paresseux, ni au Québec.

Quant à l'Ontario, il semble selon lui peu enclin à donner son appui au parti de Stockwell Day. Non pas tant à cause de l'image de conservateur social qu'on tente de lui accoler: M. Day a l'air trop sympathique avec un trop bon sens de l'humour pour correspondre au profil fanatique et zélé du bigot. Mais plutôt parce que le provincialisme de M. Day ne correspond pas à l'idéal politique fédéral des Ontariens. «Les électeurs ontariens ont tendance à placer l'intérêt du pays, et non l'intérêt de leur province, en premier lorsqu'ils votent au fédéral. Le discours de renforcement des provinces de l'Alliance ne passe pas en Ontario.»

M. Patten pense quand même que l'Alliance ne fait pas si peur que cela aux Canadiens. «Un grand nombre [de personnes] pensent que l'Alliance ne mettrait pas à exécution plusieurs des choses controversées de son programme si elle était portée au pouvoir. Cela pourrait attiser les frustrations des pro-vie, par exemple. Mais les partis ont tendance à adoucir leurs positions lorsqu'ils prennent le pouvoir.»

«Je suis très prudente dans mon approche. Je pense que nous pourrions avoir des baisses d'impôts ciblés, mais il faut faire attention. Les baisses d'impôts sont "in" tout comme s'attaquer aux fonctionnaires il y a quelques années était "in". On a fait des compressions dans les rangs des fonctionnaires, et maintenant, les gens se rendent dans les bureaux du gouvernement et se plaignent du manque de service, alors...»

John Meisel, professeur de sciences politiques à Queen's University, croit que le NPD doit aller plus loin dans sa réflexion et repenser même son approche sociale.

«Le NDP n'a pas été très habile à formuler une position qui le rendrait pertinent encore aujourd'hui tout en perpétuant les valeurs traditionnelles du socialisme dans le monde politique moderne. Il y a certains dossiers que le NDP pourrait prendre à son compte, comme l'environnement. Le NPD aurait pu développer un programme à ce niveau et il ne l'a pas fait. Le NDP n'a pas gardé le rythme.»

H. B.

LE DEVOIR

ÉLECTIONS 2000

des Galeries d'art du Québec
25 au 29 octobre 2000
Marché Bonsecours
350, rue Saint-Paul Est
Info. : (514) 844-2133

Chrétien lance une campagne «distincte» au Québec

Le chef libéral s'en prend essentiellement au Bloc et réserve ses attaques contre l'Alliance pour la campagne nationale

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Shawinigan — Le premier ministre Jean Chrétien a fait la preuve hier qu'il y aura deux campagnes électorales parallèles: celle nationale, opposant le Parti libéral à l'Alliance canadienne, et celle québécoise, où il s'attaquera aux forces souverainistes du Bloc.

Alors qu'il avait totalement évité le sujet au moment de déclencher les élections à Ottawa hier midi, M. Chrétien s'en est pris au Bloc québécois une fois rendu dans sa circonscription de Shawinigan, pour son assemblée d'investiture et le coup d'envoi de sa campagne.

«Moi je vous dis qu'il est temps d'être positif au Québec», a lancé M. Chrétien à une foule de quelques centaines de militants réunis à l'Auberge des gouverneurs. Le temps est terminé de passer des journées, des semaines, des mois et des années à parler de constitution, à parler de séparation et à parler de référendum. Les Québécois veulent que leur gouvernement s'occupe d'économie, de santé, d'innovation, d'environnement, de réduire les impôts et de préparer l'avenir des jeunes. C'est ce que les Québécois veulent, c'est ce que les libéraux vont leur donner.

Pour s'attaquer à ces sujets, a fait valoir M. Chrétien, il faut être au pouvoir et le Bloc québécois ne peut pas aspirer à prendre le pouvoir. Le premier ministre a ainsi tenté de déconstruire la logique bloquiste voulant qu'une délégation souverainiste à Ottawa soit le seul moyen de «protéger le Québec» contre les visées centralisatrices du gouvernement

fédéral. «C'est eux qui ont dit qu'ils étaient le vrai pouvoir alors qu'ils veulent que leur [circonscription] soit en perpétuité dans l'opposition.»

M. Chrétien a en outre reproché aux bloquistes d'entretenir le vieux «complexe d'infériorité» des francophones qui ne colle plus à la réalité. Pour preuve: huit Québécois siègent au conseil des ministres, dont son «bon ami» Paul Martin à l'important poste des Finances. «Nous les francophones, nous sommes capables de prendre notre place sur la scène nationale. [...] On n'est pas des gens qui traînent un complexe d'infériorité.»

«Ce soir, le Bloc québécois a perdu sa raison d'être», a-t-il conclu.

M. Chrétien a formulé le vœu que les libéraux arrachent une «grande majorité» des 75 sièges québécois au moment du scrutin du 27 novembre. C'était aussi l'objectif du parti aux dernières élections, objectif qu'il a raté de beaucoup. Depuis le retour des libéraux à Ottawa en 1993, jamais ils n'ont réussi à faire élire une majorité de députés au Québec. Les libéraux détiennent maintenant, après avoir débauché trois députés conservateurs, 29 sièges. Ils leur faudrait donc faire un gain net de neuf circonscriptions pour réussir.

Le Bloc se félicite d'être le parti qui obtient cette majorité québécoise depuis l'échec des accords de Charlottetown. Les bloquistes aiment rappeler que les libéraux de Pierre Elliott Trudeau détenaient 74 des 75 sièges québécois lorsque la constitution canadienne a été rapatriée sans le consentement du Québec. Tous avaient voté en faveur du rapatriement, une preuve selon le Bloc qu'il n'est pas toujours utile d'avoir des sièges du côté du pouvoir.

François Marchand affrontera Chrétien dans Saint-Maurice

JULES RICHER
PRESSE CANADIENNE

C'est seulement une fois les élections déclenchées que le Bloc québécois a réussi à trouver un candidat pour affronter le premier ministre Jean Chrétien dans son château fort de Saint-Maurice.

Il s'agit de François Marchand, un avocat de Shawinigan âgé de 51 ans. L'identité du nouveau candidat a été connue tard en fin de journée, hier.

«C'est une perle rare. Il connaît tout le monde dans Saint-Maurice», a commenté un des porte-parole du Bloc, Louis Aucoin.

On dit de M. Marchand qu'il est très actif dans son milieu. Il a notamment été président de la section régionale de la Croix-Rouge. Il a été impliqué dans le service d'aide juridique à Shawinigan ainsi que dans la co-opérative alimentaire de Shawinigan-Sud.

Aux dernières élections en 1997, Yves Duhaime avait mené une rude bataille contre M. Chrétien. Le candidat bloquiste avait failli déloger le premier ministre de son siège à la Chambre des communes en le talonnant par moins de 2000 votes.

Toutefois, cette fois-ci, M. Duhaime, un ancien ministre péquiste qui est aujourd'hui expert-conseil, avait décidé de ne pas se représenter en invoquant un horaire professionnel trop chargé. Il a fait part de ses intentions il y a une semaine et demie, ce qui a pris le Bloc au dépourvu.

Candidat à la direction du parti au début de 1997, M. Duhaime avait mal dirigé sa défaite contre le chef actuel Gilles Duceppe. Mais il avait quand même décidé de se présenter dans Saint-Maurice, où il habite et y est bien connu.

M. Chrétien a représenté Saint-Maurice à la Chambre des communes presque sans interruption.

Les chefs aujourd'hui

■ Jean Chrétien est à London, St-Thomas, Kitchener et Mississauga en Ontario.

■ Joe Clark fait campagne en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick où il termine la journée à l'assemblée d'investiture d'Elsie Wayne.

■ Stockwell Day commence sa tournée en Ontario, d'abord à Ottawa puis à Perth, Belleville et Lindsay.

■ Gilles Duceppe file de Montréal à Sherbrooke.

■ Alexa McDonough se lève à Toronto et se couche à Halifax.

Dumont annonce que l'ADQ restera neutre

PRESSE CANADIENNE

Alma — Le déclenchement des élections fédérales n'enthousiasme pas l'Action démocratique du Québec.

«C'est une élection dont personne ne veut», a soutenu hier le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, dont le parti était réuni en conseil général.

M. Dumont a rappelé que le mandat normal de quatre ans du gouvernement Chrétien n'était pas venu à terme.

«Il n'y a pas d'urgence, pas de crise politique, pas d'enjeu majeur qui nécessiterait une élection. Je n'ai pas encore rencontré un citoyen qui réclamait une élection qui est déclenchée juste pour le bon

plaisir du prince, qui veut un troisième mandat», a-t-il ironisé à l'endroit du premier ministre canadien Jean Chrétien.

C'est pourquoi, d'ailleurs, l'Action démocratique prône l'instauration d'élections à date fixe, comme cela existe au niveau municipal ou dans la plupart des démocraties occidentales.

«Personne ne doit s'amuser avec la date des élections. Les élections appartiennent au peuple», dit-il.

L'Action démocratique demeurera neutre au cours de cette campagne électorale. Des militants pourront à titre individuel œuvrer en faveur de l'un ou l'autre candidat, mais cela n'engagera pas le parti.

Le temps des pancartes



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

TRADITION OBLIGE, les élections fédérales étaient à peine déclenchées, hier, que les premières pancartes partisans faisaient leur apparition comme par enchantement sur les murs et les poteaux, à tous les coins de rue, à Montréal comme un peu partout au pays.

CONFÉRENCES PUBLIQUES

SEMAINE HEC

23 au 26 octobre 2000

Un programme enlevé, plein d'éclat où huit conférenciers prestigieux partageront leur vision du monde des affaires avec le grand public.

Lundi 23 octobre
19 h

CONCURRENCE ET MONDIALISATION

Louis R. Chênevert
Président
Pratt & Whitney



Jeudi 26 octobre
19 h

MOBILE INTERNET: WHAT'S NEXT?*

Brian Barry
Président et chef de la direction
Ericsson Canada

* Cette conférence sera donnée en anglais

Mardi 24 octobre
19 h

LE CŒUR À SES RAISONS...: LES TENDANCES EN PHILANTHROPIE

Michèle Thibodeau-DeGuire
Présidente et directrice générale
Centraide du Grand Montréal

et ses invités:
Tim Brodhead
Président - directeur général
La Fondation de la famille
J.W. McConnell

André Caillé
Président - directeur général
Hydro-Québec

Mercredi 25 octobre
19 h

LES ENTREPRISES DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE: RECETTES POUR JOUER GAGNANT

Paul Allard
Président et chef de la direction
Zaq Solutions Interactives

Dr Michael Dennis
Président et chef de la direction
SignalGene

Samir Talhami
Président et chef de la direction
Cescom

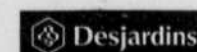
19 h
Amphithéâtre IBM
(rez-de-jardin)
École des Hautes
Études Commerciales
3000, chemin de la
Côte-Sainte-Catherine
Montréal
⑨ Université de Montréal
Autobus 129 ou 51

Entrée libre à toutes les conférences

Diffusion en direct sur le Web :
www.hec.ca/semainehec



Partenaire:



Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal
et de l'Ouest-du-Québec

Marthe BENGUIRA

Activités FRANÇAIS
Activités MATHÉMATIQUE

Premier cycle A.

104 pages — 10,95 \$

En vente dans toutes les librairies

loto-québec		résultats	
6/49	Tirage du 2000-10-21	GAGNANTS	LOTS
		6/6 4	563 933,70 \$
		5/6+ 6	112 786,70 \$
		5/6 929	582,70 \$
		4/6 13 814	75,10 \$
		3/6 203 233	10,00 \$
		Ventes totales: 14 541 778 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

Quebec 49		résultats	
	Tirage du 2000-10-21	GAGNANTS	LOTS
		6/6 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 0	50 000,00 \$
		5/6 31	500,00 \$
		4/6 1 687	50,00 \$
		3/6 27 335	5,00 \$
		Ventes totales: 667 348,50 \$	

Promotion Double Jeu*		SUPER 7	
6/49 + 6/43	Tirage du 2000-10-21		Tirage du 2000-10-20
		GAGNANTS	LOTS
		7/7 0	2 500 000,00 \$
		6/7+ 4	66 030,30 \$
		6/7 82	2 818,30 \$
		5/7 5 385	153,20 \$
		4/7 114 080	10,00 \$
		3/7+ 106 710	10,00 \$
		3/7 960 425	partic. gratuite
		Ventes totales: 14 163 994 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

Extra		Extra	
	Tirage du 2000-10-21		Tirage du 2000-10-20
		GAGNANTS	LOTS
		72	138,89 \$
		NUMÉROS	100 000 \$
		013098	
		NUMÉROS	100 000 \$
		327392	

Le jeu doit rester un jeu.

TVA, le réseau des tirages

• LES ACTUALITÉS •

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

FORUM DES PME - CAP SUR LA CROISSANCE

Centre de congrès Renaissance
Anjou
Le 24 octobre
Renseignements: (514) 354-5378
ou www.ccieim.qc.ca

Parrainé par le ministère des Affaires municipales et de la Mé-

tropole, ce forum accueillera plusieurs conférenciers de marque dont Placide Poulin. Dans le contexte d'évolution constante du monde des affaires qui, de plus en plus, pose de grands défis aux dirigeants de PME, ce forum leur fournira des outils de gestion appropriés pour développer leur entreprise.

L'AUTOGUÉRISON PAR LES RÉGIMES HYGIÉNISTES

Bibliothèque et centre informatique Atwater
Le 24 octobre
Hélène Blanchet: (514) 767-2346
Société Nature et Santé invite Pier-

re Normandeau pour parler auto-guérison par les régimes. La toxicologie, l'auto-détoxification par les régimes restrictifs et par le jeûne et les trois principales méthodes pour jeûner intelligemment seront les thèmes abordés lors de la conférence. M. Normandeau, nutritionniste et consultant en hygiène vitale, est diplômé de l'École Nature et

Vie, en Bretagne, en France. Il a publié plusieurs livres sur la nutrition et l'hygiène vitale.

LA CRITIQUE GÉNÉTIQUE

Université McGill
Le 24 octobre
Chantal Bouchard:
(514) 398-6262

Jean-Louis Lebrave, directeur de l'Institut des textes et manuscrits modernes au CNRS et professeur à l'École normale supérieure de Paris, est un spécialiste de la génétique littéraire, soit l'étude des manuscrits de travail pour éclairer la genèse des œuvres littéraires.

CONVERGENCE ET COMMERCE ÉLECTRONIQUE D'ŒUVRES PROTÉGÉES

Hôtel du Parc Montréal
Le 25 octobre
Suzanne Leconte:
(514) 658-5993

Venez entendre des experts canadiens et internationaux discuter de l'avenir des industries culturelles sur Internet. La convergence des industries culturelles et les développements technologiques sont à l'honneur: MP3, MPEG, eBook, etc. Une présentation bilingue de l'Association littéraire et artistique internationale du Canada.

ÉVOLUTION DE LA PHILOSOPHIE DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

Auditorium Saint-Albert-le-Grand
Le 25 octobre
ACTXR: (514) 332-4126

Sylvain Pinard nous propose un parcours retraçant l'histoire de la philosophie occidentale, depuis Socrate et Épicure exhortant à la vertu, Épicure prônant le détachement, Averroès discutant d'Aristote, en passant par Thomas d'Aquin conciliant philosophie et révélation jusqu'aux plus contemporains, Berkeley, Rousseau, Kant, Freud et Comte-Sponville.

INFRASTRUCTURE AS ART

Centre canadien d'architecture
Le 26 octobre
Irene Cloutier: (514) 939-7000

Richard Ingersoll, critique d'architecture et professeur à la Syracuse University de Florence, se penche sur la beauté accidentelle et sublime des grands travaux routiers et des infrastructures ferroviaires. En anglais avec traduction simultanée en français.

Y A-T-IL UN MODÈLE QUÉBÉCOIS? DÉFIS ET PERSPECTIVES

Auditorium Télé-université
Les 26 et 27 octobre
Serge Rousseau: (514) 987-3000, poste 1668

Depuis quelques mois, nous assistons à une remise en question du modèle québécois. Certains le défendent, d'autres dénoncent l'étatisme qui constituerait aujourd'hui non seulement un frein au développement économique, mais aussi au développement de la société

civile. Quelques-uns s'interrogent sur l'existence d'un tel modèle.

L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ EN CONTEXTE DE MONDIALISATION: ENJEUX POUR LA FORMATION PÉDAGOGIQUE

UQAM
Le 27 octobre
Fabienne Desroches:
(514) 381-8631, poste 384

Le philosophe Venant Cauchy traitera de la prise en compte de l'éducation citoyenne dans la formation du corps enseignant. Il abordera cette thématique sous l'angle de la mondialisation et de son effet sur le monde de l'éducation aujourd'hui. Est-il encore possible de former des éducateurs sans prendre en considération les interdépendances économiques, sociales et environnementales? Une période d'échange est prévue à la fin de la conférence.

LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE EN BANDE DESSINÉE

Promenade de l'Outaouais
Gatineau
Le 28 octobre
Sylvain Lemay: (819) 595-3900, poste 1828

L'Université du Québec à Hull (UQAH) tient son premier colloque de bande dessinée, en collaboration avec la Ville de Gatineau et le Rendez-vous international de bande dessinée de Gatineau. Sous la direction des deux professeurs attachés à l'université, Sylvain Lemay et Edmond Baudoin, des professeurs et des étudiants au doctorat de différentes universités qui travaillent tous sur la bande dessinée viendront présenter l'état de leurs travaux.

MARTIN GRAY

Oratoire Saint-Joseph de Montréal
Le 29 octobre
Luce Dion: (514) 733-8211

Le célèbre auteur et artisan de la paix Martin Gray témoignera de son engagement au service de la paix et auprès des jeunes. Il donnera une conférence publique en français.

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES: RÉFLEXIONS SUR L'ÉTAT DU MONDE

Collège de Sherbrooke
Le 30 octobre
Paul Lavoie (819) 564-6350, poste 201, ou www.collegesherbrooke.qc.ca/~sla/

Le programme de sciences, lettres et arts du cégep de Sherbrooke invite Vincent Echavé à donner son avis sur l'état du monde sous l'angle des Médecins sans frontières. Chirurgien, il a consacré sa carrière à l'enseignement, à la recherche et à l'action communautaire. Entrée libre.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca

Claude Charron passe à l'histoire.



Tous les soirs de la semaine, Claude Charron nous fait entrer dans l'histoire. En formule magazine 60 minutes, on examine les grands moments comme les petits. On fait la découverte autant des joueurs clés que de ceux qui sont intervenus dans l'ombre et on revit nos hiers dans tout ce qu'ils ont de quotidien. Un rendez-vous anecdotique avec l'histoire à travers une foule de sujets souvent déroutants, toujours étonnants.

L'HISTOIRE À LA UNE

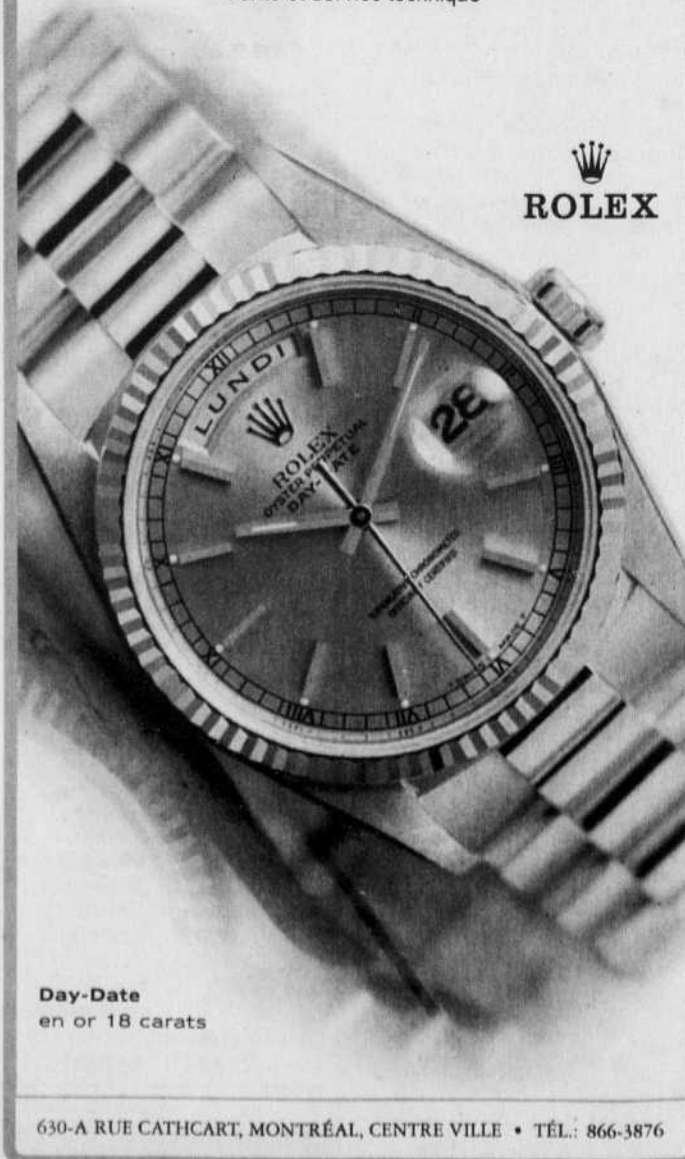
lundi - vendredi 19h

HiSToRiA

POUR CONNAÎTRE TOUTE L'HISTOIRE

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique



Day-Date
en or 18 carats

630-A RUE CATHCART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

L'ETA frappe

Vitoria (AFP) — Un gardien de prison a été tué hier à Vitoria, la capitale du Pays basque espagnol (nord), dans un attentat à la bombe attribué à l'ETA, au lendemain d'une grande manifestation à Bilbao contre le terrorisme de l'organisation indépendantiste basque. Maximo Casado Carrera, 44 ans, a été tué par l'explosion d'une bombe-ventouse accrochée sous sa voiture, selon une technique traditionnelle de l'ETA, a indiqué la Ertzaintza (police régionale basque). L'attentat a été immédiatement attribué à l'organisation indépendantiste par le délégué du gouvernement dans la région, Enrique Villar, qui a invité les Basques à «exprimer leur mépris pour les auteurs de cet acte». La mort du gardien de prison porte à 785 le nombre de personnes tuées depuis 1968 dans des attentats attribués à l'ETA.

Le Koursk troué

Mourmansk (AP) — Les plongeurs chargés de récupérer les corps des 118 marins du Koursk ont percé puis progressivement élargi hier un trou de 10 cm dans la coque interne du sous-marin nucléaire russe, un travail rendu difficile par la détérioration du temps en mer de Barents. Les équipes se relaient sur l'épave depuis vendredi pour percer un total de sept trous qui devraient leur permettre d'extraire des corps, selon le capitaine Vladimir Navrotsky, porte-parole de la flotte du Nord russe. Il faudra sans doute jusqu'à mardi pour achever le percement de la coque interne, épaisse de 5,5 cm. L'opération, qui se déroule par 108 m de profondeur, est effectuée sur l'arrière du bâtiment, moins endommagée que l'avant lors des explosions du 12 août.

À la turque

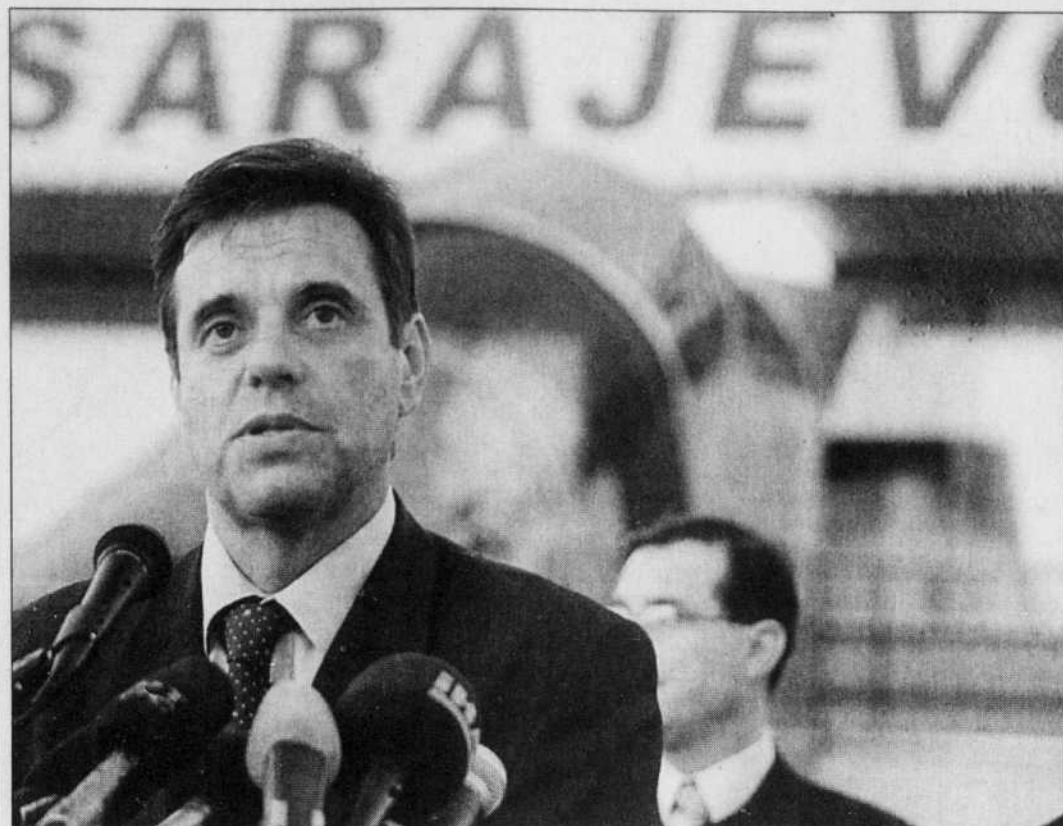
Ankara (AP) — Les rues et les centres commerciaux étaient déserts, les restaurants et les cinémas fermés hier en Turquie, où des milliers de personnes restaient chez elles le temps d'un couvre-feu d'une journée destiné à réaliser un recensement démographique national. Seul un groupe d'une quarantaine de jeunes Kurdes se sont barricadés derrière des boîtes de conserve usagées et on jeté des pierres sur les policiers dans la ville d'Adana (sud). Il n'y a pas eu d'arrestations. Ce recensement est un sujet sensible pour les 12 millions de Kurdes, qui sont les plus nombreux dans le sud-est du pays, parce qu'on ne les prend pas en compte comme un groupe ethnique distinct. Environ 950 000 agents recenseurs devaient faire du porte-à-porte avec un questionnaire en 43 points destiné à dresser le profil social et économique de la population. La population était de 62,5 millions d'habitants en 1997. Les résultats de l'enquête d'ici devraient être connus dans une semaine.

Enfants, dehors!

Rumbek (AFP) — Le principal mouvement rebelle soudanais a assuré hier à la directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Carol Bellamy, qu'il s'engageait à démobiliser les enfants-soldats de ses forces armées. «Nous reconnaissons que l'armée n'est pas un lieu pour les enfants et c'est la politique de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA, rebelles sudistes) de ne pas engager dans l'armée les enfants de moins de 18 ans», a déclaré le sous-commandant Salva Kiir. Ce dernier a remis à Carol Bellamy un document affirmant l'engagement de la SPLA à procéder à la démobilisation des enfants. Quelque 116 garçons de moins de 18 ans ont quitté samedi la SPLA pour rejoindre un autre groupe de 300 enfants dans l'école primaire de Deng Nhial (sud), qui a été réquisitionnée pour permettre à l'UNICEF d'accueillir les enfants démobilisés.

«Bobbies» armés

Londres (Reuters) — Rompant avec la tradition voulant que les agents de police britanniques soient désarmés, les «bobbies» du Nottinghamshire, dans le centre de la Grande-Bretagne, ont commencé à patrouiller la voie publique pistolet à la hanche, rapporte le Sunday Times. Selon le journal, cette expérience est actuellement testée par au moins six autres unités de police régionales pour faire face à l'augmentation des crimes commis avec des armes à feu. En général, les policiers britanniques ne sont armés que lorsqu'ils opèrent contre des détachements, prises d'otages, attaques à main armée et autres actions terroristes.



Vojislav Kostunica, hier dans la capitale bosniaque: à la dernière minute.

La guerre en Bosnie est vraiment enterrée

Kostunica à Sarajevo

«Je dirais que nous sommes en train d'ouvrir une nouvelle page dans nos relations»

Après quelques atermoiements et un début de controverse, Vojislav Kostunica s'est rendu hier à Sarajevo pour une visite, qui est la première d'un président yougoslave depuis la déclaration d'indépendance de la Bosnie en 1992.

PHILIPPA FLECHTER
REUTERS

Trebinje — Vojislav Kostunica a effectué hier à Sarajevo la première visite d'un président yougoslave en Bosnie depuis la guerre de 1992-95, en déclarant qu'une page était tournée dans les relations entre les deux pays.

«Je dirais que nous sommes en train d'ouvrir une nouvelle page dans nos relations», a déclaré Kostunica, qui s'exprimait à l'aéroport de Sarajevo après avoir rencontré les membres serbe et musulman de la présidence collégiale bosniaque, Živko Radišić et Halid Genjaci, ainsi que le ministre des Affaires étrangères, le Croate Jadranko Prlić.

Belgrade n'a pas établi de relations diplomatiques avec Sarajevo depuis la fin du conflit bosniaque.

Le président yougoslave s'est ensuite rendu à Pogorica, la capitale du Monténégro, afin de s'entretenir de la formation d'un nouveau gouvernement fédéral avec les dirigeants de cette république «sœur» de la Serbie.

Kostunica a déploré que sa visite à Sarajevo, décidée samedi, ait été arrangée précipitamment mais il a nié avoir cédé à des pressions occidentales. Dans un premier temps,

Kostunica avait annoncé son intention de ne se rendre qu'en République serbe de Bosnie pour assister à titre privé aux obsèques du poète Jovan Dučić à Trebinje, sans passer par Sarajevo. Mais il s'est ravisé à la dernière minute.

Inquiétudes

La présidence collégiale de la Bosnie l'avait en effet accusé de violer le protocole diplomatique et des responsables occidentaux, dont le coordonnateur pour la paix en Bosnie, l'Autrichien Wolfgang Petrisch, avaient fait part de leurs inquiétudes à l'annonce de son projet initial. Interrogé par un journaliste sur la question de savoir s'il avait l'intention de demander pardon pour les actes de son prédécesseur, Slobodan Milošević, Kostunica a répondu qu'il était de ceux qui préféraient éviter les paroles creuses en guise d'excuses et que la page ne pourrait être tournée que par l'établissement de la vérité. Milošević est jugé à l'origine de la guerre civile qui a ravagé la Bosnie entre 1992 et 1995 avant de conduire à sa séparation en deux entités autonomes — une république serbe et une fédération croato-musulmane.

Kostunica a assuré qu'il coopé-

rait avec le Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPIY) tout en restant vague sur les mesures concrètes qu'il entendait prendre en ce sens.

«Le Tribunal de La Haye s'inscrit dans les accords de Dayton. Certains éléments peuvent et doivent être appliqués et nous prendrons certaines mesures en ce sens», a-t-il dit.

Après la guerre, Milošević avait continué à soutenir les séparatistes serbes bosniaques et refusé d'établir des relations diplomatiques avec Sarajevo tant que la Bosnie n'aurait pas annulé ses poursuites contre Belgrade devant le TPIY.

Halid Genjaci, membre musulman de la présidence collégiale, a dit avoir nourri l'espoir que Kostunica évoque des mesures concrètes en vue de l'établissement de relations diplomatiques.

Il a noté après coup que les discussions n'avaient répondu que partiellement à son attente, mais en saluant un premier pas vers des relations diplomatiques bilatérales. Un responsable bosniaque, qui a tenu à conserver l'anonymat, a estimé de son côté que beaucoup de gens à Sarajevo ne seraient pas satisfaits de cette visite.

«Certains attendaient qu'il aille marcher dans le centre-ville et pose des fleurs à Ferhadija», a-t-il indiqué en référence à la rue de Sarajevo où des dizaines d'habitants tombèrent sous les obus et les tirs de «snipers» au cours du siège de la capitale.

Première visite en Corée du Nord

Albright dans le bastion de la guerre froide

ROBERT BURNS
ASSOCIATED PRESS

Washington — Madeleine Albright entame aujourd'hui une visite de 48 heures en Corée du Nord, la première d'un secrétaire d'Etat américain depuis la création du pays, en 1945, à la suite de la division de la péninsule.

La dernière visite de Mme Albright dans la région remonte à 1997: elle avait alors effectué une brève incursion dans la zone démilitarisée entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, pays qu'elle avait observé avec une paire de jumelles. Personne n'imaginait alors un dialogue entre les deux Corées, et encore moins la visite du chef de la diplomatie américaine. Les entretiens prévus aujourd'hui et demain entre Mme Albright et les dirigeants nord-coréens, dont le numéro un Kim Jong Il, pourraient ouvrir la voie à une visite du président Bill Clinton — inimaginable encore il y a un an.

Trop vite?

Malgré tout, certains responsables américains se demandent si tout cela ne va pas trop vite. «Ce qui me dérange, c'est de ne pas avoir constaté de changements dans leur dispositif et leurs capacités militaires», dit des Nord-Coréens l'ancien général américain Robert Riscassi, qui commanda les forces américaines en Corée du Sud de 1990 à 1993. La Corée du Nord, estime-t-il, constitue toujours une menace pour le Sud et les 37 000 soldats américains qui y sont stationnés.

La guerre de Corée éclata le 25 juin 1950 quand la Corée du Nord

communiste, soutenue par la Chine, envahit le Sud. Les Nations unies, États-Unis en tête, ripostèrent par l'envoi d'une force expéditionnaire. La guerre se termina en 1953 par un armistice et la création d'une zone démilitarisée de quatre kilomètres de profondeur séparant les deux Corées. Quelque 2,4 millions de soldats et 4,4 millions de civils furent tués ou blessés et les pertes américaines s'élevèrent à environ 33 000 morts. Aucun traité de paix ne fut signé.

Ce terrible conflit explique la méfiance des responsables américains. La construction et l'exportation par la Corée du Nord de missiles balistiques seront ainsi au centre des entretiens entre Mme Albright et ses interlocuteurs. On parlera notamment du Taepo Dong I, un missile de moyenne portée capable de menacer le Japon, mais aussi du Taepo Dong II, pas encore essayé en vol mais qui pourrait être capable d'atteindre le territoire américain.

Depuis 1953, la menace d'une nouvelle guerre a toujours été présente, et notamment en 1994, quand la Corée du Nord refusa toute inspection de son programme nucléaire. Les États-Unis pensaient à cette époque que le gouvernement communiste de Pyongyang disposerait, d'ici quelques mois, d'armes nucléaires.

Washington, révèle l'ancien secrétaire américain à la Défense William Perry, songea alors à une attaque militaire contre le principal réacteur nucléaire nord-coréen. Les États-Unis renoncèrent à ce projet, par crainte de provoquer un conflit de grande ampleur.

Participation réduite au scrutin ivoirien

Abidjan (AFP) — Le chef de la junte au pouvoir en Côte d'Ivoire a dit espérer une participation conséquente au scrutin présidentiel d'ici hier alors que témoins et journalistes faisaient état d'une faible mobilisation des électeurs.

Le général Robert Guéi, qui a voté à Abidjan entouré d'un important déploiement de sécurité, a estimé que la participation serait supérieure à celle du référendum constitutionnel de juillet 2000 (56 %).

«Tout se passe dans la sérénité, le vainqueur gagnera», a-t-il dit, soulignant que la Côte d'Ivoire était «un pays de paix».

Les quelque 5,5 millions d'électeurs avaient à choisir entre cinq candidats, dont trois voués à un rôle de figuration, l'affrontement se déroulant entre le chef de la junte, le général Guéi, et le leader socialiste Laurent Gbagbo.

Aucun incident grave n'a été signalé, toutefois certains bureaux — notamment à Abidjan — ne disposaient pas de formulaires de procès verbaux en nombre suffisant pour en donner comme prévu aux représentants des candidats. Le dépouillement a immédiatement commencé, parfois à la lueur des lampes-tempêtes faute d'éclairage dans les salles de classes. Les premiers résultats devaient être connus ce matin.

Deux grands partis, le Rassemblement des Républicains (RDR) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, au pouvoir de 1960 au coup d'Etat du 24 décembre 1999) avaient appelé au boycottage de l'élection.

Le candidat du RDR, Alassane Ouattara, et les six candidats qui s'étaient présentés sous bannière du PDCI ont tous été invalidés par la Cour suprême.

Aucun taux de participation

global n'a été donné, la Commission nationale électorale (CNE) recevant les résultats au fur et à mesure. La plus grande affluente a été relevée dans l'ouest du pays, d'où sont originaires le général Guéi et Gbagbo.

Dans les villes du nord, bastion du RDR, tous les correspondants de presse, ont noté une très faible participation. Dans le centre, notamment à Bouaké et Yamoussoukro, fief du PDCI, les témoignages faisaient état d'une participation réduite. Un peu partout, les témoins assurent que les électeurs en zone rurale ont été un peu plus mobilisés que dans les grandes villes.

Pas de longues files

À Abidjan, la situation était plus mitigée mais la participation semblait moins importante que lors du référendum: pas de longues files d'électeurs patientant sous le soleil et jusqu'à la fermeture des bureaux.

De nombreuses boutiques ont fermé dans les quartiers populaires. Gbagbo, qui a multiplié ces derniers jours les mises en garde contre toute tricherie, a déclaré qu'il ne «s'imaginait pas perdant». «J'espère que les perdants seront de bons perdants», a-t-il dit après avoir voté, se disant «confiant» mais «toujours inquiet en ce qui concerne la fraude».

Il a prévenu à plusieurs reprises que si le général Guéi fraudait et essayait de lui «voler la victoire», il ferait descendre ses militants dans la rue. Le général Guéi a de son côté assuré qu'il reconnaîtrait sa défaite s'il était vaincu et remettrait le pouvoir.

La présence des forces de l'ordre et de l'armée a été très discrète toute la journée à travers le pays.

Clinton, monsieur tiroir-caisse

PHILIPPE DEBEUSSCHER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Pour la première fois depuis plus d'un quart de siècle, le nom de Bill Clinton n'apparaît plus sur un bulletin de vote dans une élection, mais le président démocrate américain, qui quittera la Maison-Blanche en janvier, se refuse à décrocher.

Bien davantage qu'aucun de ses prédécesseurs sortants, il sillonne le pays en tous sens pour convaincre les électeurs indécis et surtout remplir les coffres de la campagne démocrate. Il espère conclure huit ans de mandat sur une double victoire démocrate aux élections du 7 novembre, au Congrès et à la Maison-Blanche, et rabaisser l'épreuve de son procès en destitution en simple accroc de l'Histoire.

Depuis le début de l'année, Bill Clinton a participé à près de 200 réunions électorales, pour la plupart des déjeuners, cocktails et dîners de contributions financières, et s'est imposé comme le meilleur «monsieur tiroir-caisse» du parti et de ses candidats. Traditionnellement les présidents sortants s'efforcent de rester au-dessus de la mêlée. Ronald Reagan avait innové en 1988 en s'impliquant dans la campagne de son vice-président, George Bush, le père de l'actuel candidat républicain.

En dix mois, Bill Clinton a collecté quelque 98 millions de dollars et il devrait facilement dépasser la barre des 100 millions de dollars avant le 7 novembre. Lui-même préfère qualifier son rôle de «cheerleader» en chef, intervenant inlassablement pour motiver les troupes démocrates et ferrailler avec les républicains.

Vendredi soir, il présidait à Boston (Massachusetts), sur la côte nord-est, un dîner d'une cinquantaine de riches contributeurs, à 10 000 dollars le couvert, et sa-

medi matin à Indianapolis (Indiana), après avoir collecté 75 000 dollars pour la campagne sénatoriale de son épouse Hillary, il haranguait quelque 600 sympathisants démocrates.

Il devait prendre hier le chemin de New York, et y effectuer des navettes pendant la plus grande partie de la semaine, avant de se rendre le week-end suivant battre campagne en Californie.

Cet activisme est d'autant plus frappant que, depuis le début de la campagne présidentielle, Bill Clinton, dont tous les experts s'accordent à considérer comme l'un des meilleurs stratèges politiques de sa génération, a été soigneusement écarté de tout rôle dans la campagne de son co-équipier Al Gore.

Celui-ci se trouve en effet confronté à un cercle vicieux. Bill Clinton bénéficie toujours d'une popularité sans égale dans les rangs démocrates, en particulier auprès des minorités du pays du soutien desquelles Al Gore a besoin. Mais son impact auprès des électeurs indécis, qui pèseront lourd dans les résultats du scrutin, est négatif. Et soucieux de limiter les retombées des scandales vrais ou faux ayant émaillé huit ans de présidence Clinton, le vice-président ne veut pas s'appuyer sur le président par crainte d'un cercle vicieux. Aussi s'est-il largement dissocié de son mentor, affirmant à tout moment être devenu son «propre maître». Malgré ses démentis, Bill Clinton paraît mal supporter cette mise à l'écart, bien que les deux hommes et leurs épouses se soient prêtés vendredi dans le Missouri, à une rencontre, — prétendument imprévue —, pour démontrer qu'ils restaient bons amis et prêts à s'appuyer directement.

Mais peu après ces retrouvailles, des responsables du quartier général de Gore ont affirmé qu'il n'était toujours pas question que Bill Clinton et Al Gore apparaissent ensemble dans des réunions électorales.



Nathalie ELLIOTT

Mon premier dictionnaire français illustré

En instance d'approbation.

1192 pages — 35 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

Enjeux électoraux

Voilà, c'est fait. Le premier ministre Jean Chrétien nous donne rendez-vous le 27 novembre pour choisir un nouveau gouvernement. Élu et réélu par défaut lors des deux élections précédentes, il espère cette fois que les Canadiens lui exprimeront massivement leur confiance et, pour quoi pas, le plébisciteront.

Jean Chrétien n'a jamais été perçu par ses concitoyens comme un grand leader qui sache les inspirer. C'est un politicien populaire parce que populiste et les électeurs ne lui ont fait confiance jusqu'ici qu'avec réserve. En 1993, ils ne l'ont élu premier ministre que pour mieux chasser du pouvoir les conservateurs, lui signifiant par la suite, en 1997, leur insatisfaction à l'égard de sa gestion du pays en réduisant substantiellement sa majorité parlementaire.

En ce début de campagne, les perspectives d'avenir de M. Chrétien sont tout autres. On pourrait en effet croire un balayage libéral inévitable. Les circonstances ne lui ont jamais été aussi favorables. L'opposition est toujours divisée, le chômage est à son plus bas niveau et les contribuables plus heureux que jamais grâce à d'impressionnantes baisses d'impôt promises pour janvier prochain.

Se pourrait-il que cette élection soit gagnée d'avance et que les Canadiens et les Québécois se préparent à plébisciter le premier ministre et ses politiques? Il faudrait être naïf pour penser que l'on assistera le 27 novembre à un renversement complet de situation, mais il ne faut pas pour autant croire cette élection inutile. Le gouvernement libéral a des comptes à rendre et les électeurs voudront peut-être lui renouveler leur confiance avec circonspection et réserver à l'opposition une plus grande place.

Le bilan du gouvernement se résume, ces trois dernières années, pour l'essentiel à deux grandes questions, soient les finances publiques et l'unité nationale. L'une a été le fait du ministre des Finances, Paul Martin, l'autre du premier ministre lui-même. Or, sur ces deux questions, le gouvernement a été divisé et, peut-on croire, continue à l'être.

M. Chrétien ne s'est rallié au conservatisme fiscal de M. Martin qu'au dernier moment pour atténuer l'impact de l'Alliance canadienne qui a fait de la réduction des impôts et de la dette son principal cheval de bataille. Ce qu'on voudra connaître durant cette campagne, ce sont, au-delà des manœuvres électorales à courte vue, les orientations que suivra le Parti libéral en matière de politiques fiscales et économiques.

Le balayage électoral que le premier ministre espère réaliser aurait certainement pour conséquence le départ de Paul Martin. Il n'y aurait plus place pour ces deux hommes qui jusqu'ici se faisaient contrepoids. L'on assisterait alors au retour en force de la tendance progressiste qui, ces dernières années, a dû s'incliner devant l'aile conservatrice sur des questions significatives comme la renégociation de l'ALENA et l'abandon de la TPS. Ce parti a certainement le cœur à gauche, n'en doutons pas, mais reviendra-t-il à ses origines ou continuera-t-il à n'être qu'un clone de l'Alliance canadienne?

Sur la question de l'unité nationale, M. Chrétien a misé ces trois dernières années sur l'affrontement avec le Québec. Il s'est voulu l'homme sans compromis, là aussi contrairement à Paul Martin. Son plan B l'a conduit à faire adopter la loi sur la clarté référendaire et à refuser l'adhésion du Québec à l'Union sociale. Ce n'est qu'à l'approche des élections qu'il a commencé à faire preuve de souplesse, acceptant des compromis pour le financement des programmes de santé qu'en d'autres temps il aurait refusés. Le Parti libéral deviendrait-il tout à coup le parti de l'apaisement? Si tel était le cas, il faudrait ici aussi distinguer entre le discours que l'on tient et les politiques que l'on met en œuvre.

Les quatre partis d'opposition n'auront pas la tâche facile. C'est à eux qu'il revient d'exiger des comptes du premier ministre qui, fort heureusement pour eux, leur livre en ouverture de campagne l'affaire des subventions à la création d'emplois du ministère du Développement des ressources humaines. Même si ce scandale témoigne bien de l'arrogance du gouvernement Chrétien, il ne saurait à lui seul justifier dans l'esprit des Canadiens la défaite d'un gouvernement dont ils sont par ailleurs généralement satisfaits. L'opposition ne pourra se contenter d'attaquer. Elle devra aussi proposer.

Se présentant devant l'électorat en ordre dispersé, les quatre partis d'opposition peuvent difficilement nous convaincre qu'ils constituent aujourd'hui la solution de rechange aux libéraux qu'espèrent bon nombre de Canadiens. L'Alliance canadienne, qui en sera à son premier baptême du feu électoral, pourra un jour être celle-là à la condition que cessent les guerres fratricides avec le Parti conservateur. Ce ne saurait être le NPD de plus en plus chétif, ni le Bloc québécois.

Pour ce dernier parti, la campagne électorale sera particulièrement difficile alors qu'il devra démontrer que son rôle sur la scène fédérale ne se limite pas à cristalliser l'opposition des nationalistes québécois au gouvernement Chrétien. Sur ce terrain, il risque d'être rapidement en porte-à-faux du fait qu'il ne peut par définition aspirer à autre chose que l'opposition, ce qui le ramènera rapidement à son objectif principal qui est de défendre les intérêts du Québec à Ottawa. Dans ce contexte, il voudra inévitablement ramener le débat sur le terrain des affrontements Québec-Ottawa.

Contrairement à ce que certains stratèges auraient pu penser voilà encore quelques mois, la dimension préférée de cette élection sera réduite. Le degré d'attention des électeurs à cet égard est peu élevé et Jean Chrétien a pris soin de régler des dossiers litigieux pour ne pas donner trop de prise au propos du Bloc dans l'espoir de faire porter l'élection avant tout sur ses réalisations. S'il réussissait et obtenait ainsi une majorité et de voix et de sièges au Québec, ce serait une défaite pour le mouvement souverainiste.

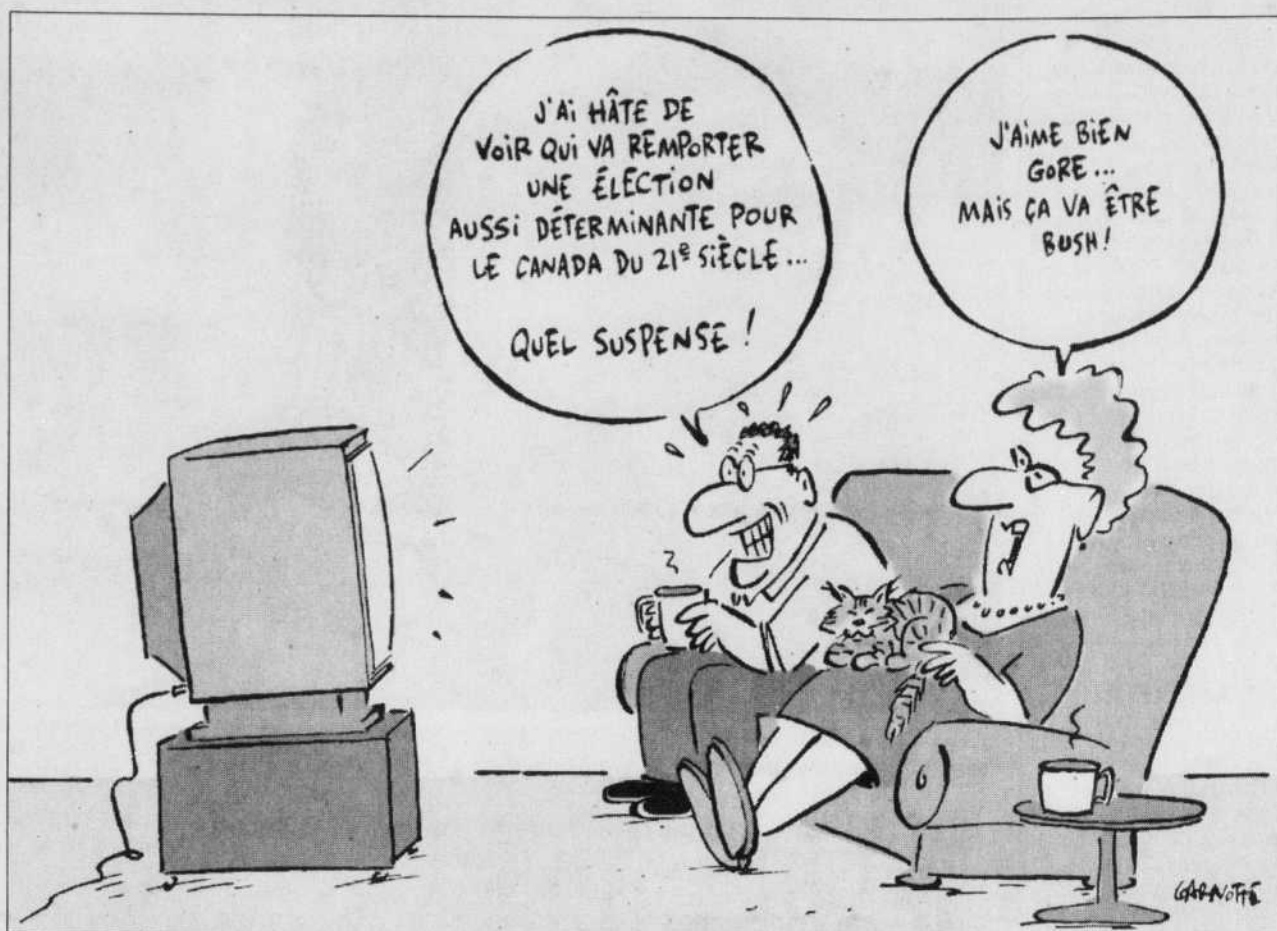
Par la force des choses, le Parti libéral sera au cours de cette campagne celui que l'on voudra d'abord juger. Parce qu'il est le plus fort et, dans une certaine mesure, invulnérable, on voudra mesurer avec soin ses prouesses passées comme ses promesses pour l'avenir. Au terme d'un deuxième mandat, on s'attendra à ce qu'il renouvelle la vision qu'il a du pays et de son avenir. Nous attendrons de même des partis d'opposition.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Rien de moins que dix cents

Force est de constater que tout augmente.

Le pétrole et bien sur les milliers de produits qui en sont dérivés, les loyers, le gaz, les transports, les taxes et tout à l'avenant. La seule chose qui n'augmente pas c'est notre pouvoir d'achat. Un pouvoir d'achat qui diminue mais qui peut se concevoir quand on a un salaire décent. En revanche, quand ce salaire est calculé sur le taux du salaire minimum, pour boucler la fin du mois, la résolution d'une équation à une inconnue ne suffit plus. Dix cents de plus par heure? Pour un travailleur à temps plein il s'agit de seize dollars de plus par mois. Mais pour qui et pourquoi travaille-t-on? Tendrez la main au coin de Peel et Sainte-Catherine rapporte plus avec la dignité en moins. Mais peut-on se sentir digne de se faire offrir une dérisoire et négligeable augmentation de dix cents?

Selon le Ministère des finances, accorder un montant plus élevé serait dangereux. En effet, pour le travailleur, recevoir dix cents de plus ne représente aucun danger, comment diable pourrait-il prendre le moindre risque, il n'en a pas les moyens. Alors c'est l'employeur qui assume ce risque. Mais dans quel pays sommes nous? Avons nous une économie de marché? Faisons nous partie du G8?

Je suis moi même propriétaire et chef d'entreprise et si augmenter mes employés de dix cents représente le plus petit risque c'est qu'avec ou sans augmentation mon entreprise était trop fragile et vouée à l'échec.

En attendant un pouvoir d'achat qui s'amenuise c'est une consommation qui baisse et qui ne crée aucune dynamique dans l'économie.

Mais qu'à cela ne tienne, le gouvernement a toujours le dernier mot, et aux contribuables, il ne reste que les yeux pour pleurer car tendre la main c'est illégal.

Alain Stritt
Montréal, 14 octobre 2000

L'histoire de Champlain

Aux toponymistes du Comité Bernard, Le Comité Bernard sur la réorganisation municipale du Québec recommande le regroupement des municipalités de la rive sud de Montréal sous le nom de «Municipalité de Champlain». Je veux simplement souligner ici que la municipalité de Champlain existe déjà, depuis plus de trois siècles, et que Champlain est même le chef-lieu de la circonscription du même nom. Le réorganisation municipale vaille aller jusqu'à s'approprier le nom d'un des plus vieux villages du Québec et, par là, l'effacement de l'histoire?

Louise Toupin
Champlinoise de naissance
Montréal, 11 octobre 2000

Cher Journal

Je t'écris rapidement pour te faire remarquer (bien que tu l'aies certainement déjà remarqué, hé, hé, hé) un détail sur cette photo qui accompagne l'article intitulé *Le sommet de la dernière chance* qui se trouve au bas de la première page de ton édition du lundi 16 octobre. «Cet enfant armé» de la grosse photo couleur est certes armé mais armé uniquement d'un simple pistolet à eau. Le bout rouge de la mitrailleuse est une convention pour indiquer qu'il s'agit là d'un jouet inoffensif pour enfant. De plus, si l'on regarde «l'arme» de près on peut voir un tuyau de plastique rose la traverser. Finalement, «l'arme» ne comporte aucune pièce mobile ce qui ne laisse aucun doute sur la nature de «l'arme».

Voilà qui peut faire réfléchir sur le sérieux de la situation politique dans ce coin de pays. Voilà aussi qui peut faire réfléchir sur l'intérêt peut-être démesuré que portent les médias au conflit opposant les Israéliens et les Palestiniens mais aussi les Israéliens contre les Israéliens, les Palestiniens contre les Palestiniens, et tous les autres.

Triste de constater que le journal Le

Devoir demeure après tout... un journal. Un média côtoyant sans cesse le sensationnalisme, y sombrant parfois. Après tout, voilà peut-être ce qu'il faut retenir de ces médias (pas juste toi journal mais aussi tous les autres qui se tiennent à tes côtés) qui transforment un enfant armé d'un jouet en un enfant armé d'un instrument meurtrier, prêt pour la guerre: au fond, Monsieur ou Madame Média souhaiterait bien recevoir pour Noël une grosse guerre opposant tout ce beau monde. Triste. Triste pensée.

Journal, continue tout de même ton bon travail.

Frédéric Villeneuve
Montréal, 16 octobre 2000

Des pommes et des oranges

Alors M. Guy Bouthillier déclare que la «véritable et profonde angoisse» des «défenseurs du français» justifie leurs actions violentes et destructrices? Que la responsabilité du terrorisme dans les cafés Second Cup incombe finalement au gouvernement fédéral, car ce dernier refusait de reconnaître le français comme langue officielle du Québec?

Il a tort de suggérer que l'on accède aux demandes de ces enfants terroristes. Nous vivons dans une société démocratique, dans laquelle la responsabilité d'un tel acte de terrorisme incombe uniquement aux terroristes et à personne d'autre. Il serait irresponsable pour un gouvernement quelconque de réagir autrement à la violence. Pour résoudre les problèmes de politique, nous avons un système politique. Pour les problèmes criminels, il existe un système de justice criminel. Voilà un problème criminel, donc il n'y a qu'une conclusion acceptable à cette histoire: l'arrestation et le jugement des individus soupçonnés.

Milton Howe
Oakville, 11 octobre 2000

LIBRE OPINION

Autopsie des Jeux de Sydney

PAUL-ANDRÉ DESCHESNES
Professeur d'éducation physique

Le rideau vient de tomber sur le plus gros événement sportif du monde. Les médias nous en ont mis plein les yeux durant ces deux semaines de compétitions. Nous avons été témoins d'une démesure historique où le «fric» prenait la plus grande place. Les Jeux olympiques post-modernes perdent de plus en plus leur lustre avec toutes ces histoires de dopage, de corruption et de pots-de-vin. Ne serait-il pas temps de se poser la vraie question?

Le noble slogan de Pierre de Coubertin — «L'important n'est pas de gagner mais de participer» — n'existe plus quand on voit le bon peuple, les journalistes, les commanditaires et les politiciens demander aux athlètes de réaliser l'impossible. La course aux médailles est devenue une véritable folie furieuse où il faut gagner à n'importe quel prix; et ce prix prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Voyons les faits...

Les grands spécialistes de la médecine sportive nous disent ouvertement que les athlètes devront se droguer s'ils veulent être de taille à atteindre les sommets! Le président du CIO, J. Antonio Samaranch, et le ministre délégué aux Sports amateurs du Canada, Denis Coderre, font preuve de naïveté ou d'hypocrisie quand ils affirment qu'on a eu droit à des Jeux propres à Sydney! Il y a eu un nombre record d'athlètes qui se sont fait prendre avant et pendant les Jeux et un nombre encore plus grand qui ne se sont pas fait prendre.

Les Jeux olympiques post-modernes sont devenus l'affaire de la chimie et de la pharmacologie au service de la dictature du «fric». Il y a une prolifération incroyable de substances dopantes, en principe interdites mais en pratique utilisées pour propulser les athlètes sur le podium: stimulants, anabolisants, diurétiques, stéroïdes, narcotiques, etc., contribuant pour une large part à faire gagner des médailles. On peut même ralentir le rythme cardiaque pour permettre de tirer à la carabine entre deux battements. La tricherie n'a plus de limite, touche toutes les disciplines et atteint des sommets pour permettre à des athlètes robots d'avoir des performances bioniques — au risque d'y laisser leur peau. Pendant ce temps les gouvernements et les fédérations sportives font l'autruche; on continue de nier la réalité; on ferme de plus en plus les yeux et on se montre de plus en plus agacé devant les contrôles; on offre même des pots-de-vin pour faire disparaître les contrôles positifs. Devant ce cirque épouvantable faut-il encore prendre au sérieux nos machines à courir, à sauter, à lancer, à nager, etc.?

L'opinion publique et les commanditaires exigent des héros qui carburent à des performances complètement folles et inhumaines. Nous vivons en pleine surenchère du dopage. Les gours de l'entraînement n'ont plus de retenue et mettent trop souvent la vie des athlètes en danger avec tous ces cocktails dopants. Les coulisses du sport dit «amateur» sont de moins en moins reluisantes; l'esprit sportif disparaît à la vitesse de la lumière. Les Jeux post-modernes sont devenus une

jungle où l'esprit olympique a été remplacé par le pouvoir de l'argent.

Peut-on entrevoir de la lumière au bout du tunnel? Malheureusement non! Je pense aux athlètes honnêtes qui ont refusé de se doper, qui ont mis tout leur cœur à s'entraîner mais qui ont raté le podium à cause de la tricherie de leurs adversaires. Je pense à certains athlètes qui ont gagné une médaille en suivant les règles mais qui ne pourront plus rivaliser lors des prochains jeux parce que les produits dopants seront encore plus sophistiqués. En effet, en plus des drogues pour la performance, on force les athlètes à ingurgiter des produits masquants pour déjouer les contrôles; enfin le pire reste à venir, car on annonce pour bientôt le dopage génétique; grâce à ces manipulations diaboliques nous aurons des super robots qui pulvériseront tous les records actuels... ce sera «le meilleur des mondes»!

Que faut-il faire devant ce triste spectacle? Il y a trois attitudes possibles: on continue d'envoyer des athlètes purs et propres aux Jeux olympiques en sachant très bien qu'on aura de moins en moins de chance d'atteindre le podium; ou bien on fait comme presque tous les autres pays, c'est-à-dire on joue à fond la carte du dopage pour être compétitif; ou bien on prend notre courage à deux mains et on refuse de participer à cette mascarade olympique parce que ces jeux ont perdu toute leur belle noblesse.

En terminant, je pense que le bon peuple qui exige du pain, des jeux et des performances complètement défilées opérera pour le slogan «tout le monde le fait... fais-le donc!» Le dopage n'est pas prêt de disparaître.

IDÉES

Lettre à François Legault, ministre de l'Éducation



Mais où se trouve donc, dans cet admirable projet, la responsabilité des élèves? Cette maxime qui veut que l'élève soit le premier artisan de sa réussite est-elle désormais périmée?

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les plans d'aide à la réussite dans les cégeps: un nouveau saccage

Nulle part n'est mentionnée la responsabilité de l'étudiant qui, trop souvent, ne pense «qu'à se faire du fun» ou à dénicher un job

MARC SIMARD

Enseignant d'histoire
cégep François-Xavier Garneau

Pendant l'année scolaire 2000-2001, les cégeps se dotent, à votre demande, de «plans d'aide à la réussite». Chaque collège, chaque programme, chaque enseignant est invité à présenter un plan qui haussera le taux de réussite par cours, par discipline et par programme, augmentant par là même le taux de «diplômation» (sic!). Vous avez même promis des objectifs «ambitieux» pour améliorer les taux de réussite.

Pardonnez mon impertinence, M. le ministre, mais j'enseigne l'histoire au cégep depuis 24 ans et je ne comprends pas de quoi vous parlez. Je puis vous assurer que pendant toutes ces années, j'ai fait de mon mieux pour favoriser la réussite de mes élèves en concevant des cours répondant aux objectifs du ministère, en préparant des plans de cours adaptés au niveau d'apprentissage des élèves, en donnant des cours dynamiques, en variant mes stratégies pédagogiques, en étant disponible et en corrigeant les copies avec rigueur mais aussi avec humanité. Je puis vous assurer que, pendant toutes ces années, chaque élève qui s'est présenté à mes cours, qui a fait les travaux et a préparé ses examens avec sérieux a réussi. Je pourrais réviser avec vous chacune de mes listes de classe de ces 24 années et vous expliquer chacun des échecs que nous y trouverions. Je suis même prêt à parier que la mise en place d'un «plan d'action pour l'amélioration de la réussite et de la diplomation» comme celui dont mon cégep se dote actuellement n'y aurait rien changé, ou si peu.

Échecs

Mais quelles sont donc les raisons qui expliquent les échecs au niveau collégial, M. le ministre? Savez-vous que plusieurs de nos élèves travaillent 15, 20, 25, 30 ou même 40 heures par semaine pour boucler leurs fins de mois ou (malheureusement) pour se payer une automobile ou d'autres biens de luxe? Comment peut-on, M. le ministre, travailler 30 heures par semaine au dépanneur du coin, suivre 25 à 30 heures de cours, étudier un nombre d'heures équivalent et r-é-u-s-s-i-r? Savez-vous que plusieurs élèves sont en pleine crise d'orientation et étudient dans des programmes qui ne veulent rien dire pour eux? Comment peut-on r-é-u-s-s-i-r, M. le ministre, sans motivation? Savez-vous que certains élèves ont de graves problèmes personnels, de santé ou familiaux qui les minent, nuisent à leur capacité de concentration et les empêchent même parfois de se présenter aux cours? Comment peut-on être absent (physiquement ou mentalement) et r-é-u-s-s-i-r, M. le mi-

nistre? Savez-vous enfin, M. le ministre, que le cégep n'est, pour certains étudiants, qu'un «parking», un passage de 2, 3, 4 ou 5 ans où ce qui compte le plus c'est, comme ils le disent, de se «faire du fun»? J'ai bien peur que, derrière son angélisme pédagogique, ce projet ministériel ne soit en fait qu'une vaste entreprise de normalisation dont le seul véritable objectif est de réduire le nombre d'échecs pour ainsi diminuer la facture. Car c'est une véritable obligation de résultat qui incombe désormais aux enseignants. On déterminera en effet des «cibles d'intervention», des «objectifs d'amélioration (en termes mesurables lorsque cela est pertinent)» et des «modalités de suivi». Une fois le plan soumis, ses résultats seront vérifiés chaque session et l'enseignant qui n'aura pas atteint ses objectifs (lire accroître la moyenne et le nombre d'étudiants ayant r-é-u-s-s-i) sera sermonné par l'administration de son collège, lui-même surveillé par la Commission d'évaluation des collèges.

Ce qui est le plus surprenant, dans cet ambitieux plan d'aide à la réussite, c'est qu'il ne s'adresse qu'aux employés et aux enseignants. Existe-t-il un écart de réussite entre des enseignants qui donnent le même cours, ceux-ci devront «harmoniser leur compréhension des objectifs et des standards, leurs pratiques d'évaluation et leurs stratégies pédagogiques». Mais en quoi cette prétendue harmonie, que l'on oppose vraisemblablement à une supposée cacophonie, générera-t-elle de meilleurs cours et préparera-t-elle les élèves au monde du travail et à leur métier de citoyen? Aucune importance, puisqu'il s'agit essentiellement de hausser le taux de r-é-u-s-s-i-t-e. Détectez-t-on dans un cours un taux de réussite objectivement (!!!) faible? Il faudra bien sûr «réévaluer les exigences du cours», instaurer des programmes de tutorat ou d'encadrement «hors-classe» ou même «développer du matériel pédagogique adapté à la situation». Mais croyez-vous sérieusement que les enseignants ne font pas de tutorat ou d'encadrement hors-classe? A quoi donc servent les heures de disponibilité? Comment peut-on penser un instant que les enseignants ne sont pas constamment en train d'adapter leur matériel pédagogique?

Mais où se trouve donc, dans cet admirable projet, la responsabilité des élèves? Cette maxime qui veut que l'élève soit le premier artisan de sa réussite est-elle désormais périmée, M. le ministre? Aje l'esprit mal tourné si je comprends qu'à partir de maintenant les élèves n'auront plus qu'à s'inscrire à un cours pour avoir x % de chances de réussir, la moyenne nationale a-m-é-l-i-o-r-é-e faisant foi de tout? Suis-je si cynique de croire qu'une fois que les élèves auront compris les nouveaux paramètres

du système (c'est-à-dire l'obligation pour les enseignants d'obtenir telle moyenne et tel taux de réussite dans leurs cours), ils n'auront plus qu'à satisfaire à des exigences minimales (comme être présents au cours un nombre donné de fois) pour le r-é-u-s-s-i-r? Il est pourtant facile de comprendre que des cours gratuits ou presque n'ont guère de valeur aux yeux de plusieurs élèves qui préfèrent parfois faire autre chose que réussir un cours qu'il pourront reprendre à loisir et pratiquement sans frais. Comment motiver un élève qui n'a pas besoin d'investir dans son éducation?

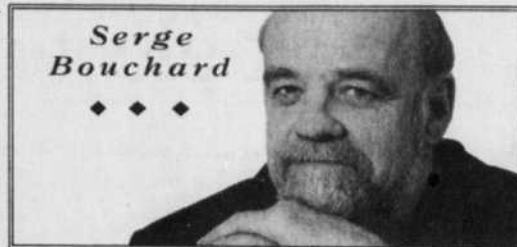
Il est pourtant facile de comprendre que des cours gratuits ou presque n'ont guère de valeur aux yeux de plusieurs élèves. Comment motiver un élève qui n'a pas besoin d'investir dans son éducation?

L'objectif premier des cégeps sera désormais, si j'ai bien compris, la r-é-u-s-s-i-t-e. Au diable les connaissances et les habiletés requises pour exercer une profession ou être un bon citoyen. On sacrifiera une autre génération sur l'autel de la r-é-u-s-s-i-t-e pour se réveiller dans vingt ans avec des professionnels ineptes, des citoyens ignares, une société incapable de faire le poids dans le grand concert des nations. Évacuée, la sélection, mot désormais tabou en éducation. Inutile, la transmission de connaissances et de savoir-faire.

Prenant acte de cet inéluctable processus et de votre ferme volonté d'accroître la r-é-u-s-s-i-t-e dans les cégeps, je vous demande, M. le ministre, ce que je dois faire. Dois-je oublier, comme le font hélas certains de mes collègues, de corriger les fautes de français et de pénaliser les élèves pour celles-ci? J'obtiendrais ainsi immédiatement une hausse de 6 à 10 % de la moyenne, ce qui pourrait peut-être vous satisfaire.

Mais en procédant ainsi, j'irais à l'encontre de la politique du français dont s'est doté mon cégep, je serais injuste envers les élèves qui ont fait des efforts pour maîtriser le français écrit et je nuirais à la qualité du français écrit dans une région d'Amérique du Nord où il est en péril. En tant que membre éminent d'un parti souverainiste dont un des objectifs primordiaux est la sauvegarde du français, je devine que vous ne pouvez pas me le permettre. Dois-je réduire la matière, restreignant le cours de Fondements historiques du Québec contemporain (330-951) à l'étude de la Confédération et de l'ère duplessiste, par exemple? Cela aussi est inconcevable, n'est-ce pas, M. le ministre? Les contenus de cours sont déterminés par le ministère et j'ai envers mes élèves l'obligation de parcourir l'ensemble de la matière prévue au programme pour ne pas les priver de connaissances importantes et ne pas en faire les parents pauvres du système. Dois-je concevoir des examens plus faciles, de façon à ce que la plupart des étudiants, y compris ceux qui ne se présentent pas aux cours et ceux qui n'ont pas étudié, les r-é-u-s-s-i-s-s-e-n-t?

Serge Bouchard



Ces chiens qui aiment trop

Cela fait des siècles que nous nous penchons sur nous-mêmes. Nous avons étudié l'histoire, la société, analysé nos croyances, nos technologies, réfléchi sur nos échanges, nos valeurs. Mais il devient de plus en plus clair que nous aurions mieux appris en étudiant nos chiens. Il y a dans nos rapports aux chiens une mine d'informations sur des sujets très difficiles. Les chiens sont des livres ouverts, une proposition philosophique, une leçon d'humilité. Par exemple, il n'est pas certain que nous ayons, nous les humains, trouvé la recette de l'amour et de la liberté. Nous faisons comme si, mais nous savons très bien que nous ne sommes pas arrivés au port. Sur ces points, les chiens ont une longueur d'avance sur nous.

La chose saute aux yeux dans le cœur de nos villes, là où le chien est devenu notre double. Dans les parcs, nos chiens finissent par être notre dernier lien; ce sont des laisses qui nous lient. Il existe une société des promeneurs de chiens et c'est cela la société. Chacun sa route et sa routine, le chien exige la régularité de l'horloge, la responsabilité, l'ordre et la discipline. Les chiens ayant la passion du territoire, ils ont l'obsession du quartier. Ils sont sous ce rapport tout à fait appliqués. Sans eux dans nos villes, c'est à se demander si nous verrions âme qui vive aux heures de promenade. On s'achète un chien pour s'obliger à sortir. Les êtres se rencontrent par chiens interposés.

Observateurs, guetteurs, les chiens s'intéressent à tout. Ils sont aussi jaloux qu'ils peuvent être enjoués. Pas questions de laisser des urines étrangères envahir les poteaux officiels de sa propriété. Oui, dans la ville, les chiens propriétaires se multiplient. Aujourd'hui, à Montréal, à Paris ou à Chicago, des malamutes sibéro-alaskans se tapent la chaleur et l'exiguïté des appartements. D'aucuns les verraient plus heureux dans les steppes glacées. Mais de tapis moelleux, de confort et d'affection, les malamutes sibéro-alaskans en ont rêvé depuis des époques très anciennes, du temps où ils traînaient, où ils soufflaient, où ils crevaient dans l'indifférence. Il a fallu que les chiens souffrent beaucoup dans leur passé pour qu'ils demandent tant d'affection aujourd'hui. Autant dire qu'ils sont inconsolables et que nous ne réparerons jamais les misères que nos ancêtres leur faisaient.

Posons-nous la question: pourquoi les chiens abandonnent-ils tout pour nous suivre jusque dans nos malheurs les plus grands? Ne nous enseignent-ils pas que du moment que l'on aime, on s'attache? Les chiens ont bel et bien le défaut de l'amour; ils ont la manie de ne rien calculer en mesure d'affection. Aussi racés qu'ils soient, ils ne font aucune distinction entre les races. Au-delà de leurs multiples formes et apparences, ils ont tous un cœur de bouledogue. Quand un chien mord dans l'amour, il n'en démord plus. Pour eux, la ville est un endroit comme un autre, du moment qu'il y a un humain à l'autre bout de la laisse. Qui n'aime pas la soumission des chiens ne sait rien des obligations de l'amour. Prendre la clé des champs est une liberté qui brise des liens. Ce qui revient à dire que l'authentique liberté a un prix terrible, celui de la solitude. Dès lors, les chiens sont des incarnations ambulantes de la dépendance affective et nous savons tous qu'ils sont passés maîtres dans l'art difficile de la fidélité. Mais justement, ils nous accompagnent dans notre liberté, c'est-à-dire dans notre solitude urbaine. Ils comblent le vide sidéral qui se creuse entre les êtres. Ils bouclent en quelque sorte la boucle de l'impossible. Pour être libre, il ne faut pas aimer. Et pour aimer, il est recommandé de s'attacher.

Somme toute et contrairement aux idées reçues, le chien est d'un naturel urbain. Son idée est faite depuis longtemps. Les appartements sont mieux chauffés que les tanières ou les niches. Le chien préfère l'amour à la solitude, le confort à la misère. Il parle sur la meute et il ne serait rien sans elle. Voilà la ligne principale de sa simplicité animale. Nous profitons d'ailleurs de sa naïveté pour combler les déficits de notre propre vérité. Il est plus facile de comprendre l'amour d'un chien que celui d'un humain. D'une manière ou d'une autre, la société canine est sans peur et elle est plus transparente que l'humaine. Les chiens ne se mentent pas, ne nous mentent pas, d'où leurs élan souvent ridicules. Un chien heureux ne se retient pas de branler la queue. En amour, le chien en prend pour son orgueil, il ne se protège pas. Il assume sa maladresse. Le chien connaît son homme, il sait tout de sa femme, il réagit au moindre mouvement de sa meute. Comme tous les amoureux, il est inquiet, nerveux, il guette le moment où il sera trahi.

Rien n'est plus triste qu'un chien abandonné qui a connu l'amour. Il s'en va assommé, incompetent, complètement perdu. La liberté est froide. La solitude est noire. Et cela prend tout un chien pour affronter le vide ou pour retourner chez les loups. Ces chiens qui aiment trop nous rappellent à notre affaire; s'abandonner dans l'amour est-il préférable à la liberté de tout abandonner?

La réponse n'est pas donnée.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle (science), Louise Leduc, Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (titres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Bazzetti, Manon Cornéliier (correspondantes parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Made Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (communication); à la documentation: Gilles Puzet (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurlbut, Dominique Larivière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Nathalie Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

VERTUS

SUITE DE LA PAGE 1

lieu. Stockwell Day a bien compris que ses chances de succès résident dans un rapprochement avec le centre du spectre politique.

Même si Day prie pour les journalistes et prend congé le jour du Seigneur, il laissera les questions morales au vestiaire. On découvrira également que même s'il prône une certaine dévolution des pouvoirs aux provinces, le chef de l'Alliance ne veut surtout pas affaiblir Ottawa. Enfin, il a déjà mis de l'eau dans le vin de ses propositions fiscales, reportant de cinq ans l'établissement d'un taux unique d'imposition.

En outre, si la bataille des valeurs a lieu, elle ne portera pas sur ce clivage gauche-droite grâce auquel les libéraux croyaient pouvoir freiner le progrès de l'Alliance. Non, elle portera plutôt sur les valeurs démocratiques et de justice sociale bafouées par le Parti libéral depuis qu'il a repris le pouvoir en 1993.

Le Bloc québécois a donné hier un avant-goût du débat qui s'annonce à ce sujet en publiant le «*Livre noir du Parti libéral du Canada*» qui met en relief le gaspillage, la manipulation, la propagande, les subventions à des amis du régime, le détournement des cotisations de l'assurance-emploi, la réduction des transferts aux provinces en santé et en éducation, le reste à l'avenant et, bien entendu, le fameux «*plan B*» contre les aspirations autonomistes sinon souverainistes des Québécois.

Les accusations du Bloc, qui seront dans l'ensemble reprises par tous les partis d'opposition, sont fermement appuyées par des rapports du Vérificateur général, du Commissaire à l'information, de la Commissaire aux langues officielles et d'autres instances tout aussi crédibles. Le scandale du Développement des ressources humaines donne lieu à lui seul à plus d'une vingtaine d'enquêtes au criminel, dont quatre dans la circonscription du premier ministre sortant.

Enfin, les électeurs ayant compris que l'élection d'un gouvernement alliériste était virtuellement impossible, ils pourront se sentir d'autant plus à l'aise de réélire leurs députés bloquistes, conservateurs ou néo-démocrates.

Ce qui nous ramène au premier argument: est-il préférable d'être représenté à Ottawa par un député libéral plutôt que par un député de l'opposition?

Les électeurs pourront d'abord prendre conscience du fait que la peur de Jean Chrétien de ne pas obtenir un troisième mandat majoritaire leur a permis de faire des gains même s'ils avaient voté du «*mauvais bord*» en 1997.

Maintenant que Paul Martin a annoncé dans un mini-budget des baisses d'impôt, celles-ci sont acquises même si le Parti libéral du Canada n'obtient pas un gouvernement majoritaire le 27 novembre. La même chose est vraie pour l'augmentation de quelque 23 milliards sur cinq ans des transferts promis aux provinces pour la santé et les services sociaux. Les retombées du programme des infrastructures ne pourront pas non plus être effacées. La manne déjà distribuée, les électeurs n'ont pas à élire des députés libéraux pour l'obtenir et rien ne les force à dire merci.

D'autre part, les citoyens pourront aussi se rappeler que, détenant la majorité des sièges aux Communes, Jean Chrétien a fait tout ce qu'il voulait durant ces sept années de pouvoir, y compris ne pas remplir des promesses comme l'abolition de la TPS. Ils se diront peut-être qu'il est d'autant plus dangereux de donner le pouvoir absolu à ce monarque auto-proclamé que le gouvernement fédéral disposera dans les prochaines années de mirabolants excédents budgétaires. Bref, qu'il serait peut-être plus sage de freiner ses ardeurs avec une opposition forte, voire en ne lui concédant qu'un gouvernement minoritaire.

Après tout, depuis 1957, les Canadiens ont élu six fois (en 1957, 1962, 1963, 1965, 1972 et 1979) un gouvernement minoritaire et personne ne se rappelle en avoir souffert.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

qui se dessine comme deux campagnes parallèles, une au Québec, contre le Bloc, et l'autre, dans le reste du pays, contre l'Alliance.

Le chef bloquiste Gilles Duceppe a démontré cette différence hier en ramenant la question nationale sur le tapis. Après avoir dit la veille, à son conseil général, que l'élection était une «*étape importante vers la souveraineté*», il a ajouté hier: «*il y a une question de confiance dans tout ça. Il faut faire en sorte que les souverainistes ressortent plus forts de cette élection. Et quand on est plus fort, on est mieux placé*». Il reste persuadé qu'il y aura un référendum d'ici quatre ans.

M. Chrétien, lui, n'a parlé à Ottawa que des risques que l'Alliance faisait courir à l'autorité du gouvernement fédéral, citant ses propositions dans le domaine de la santé et sa suggestion de remplacer les transferts en argent aux provinces par un transfert de points d'impôt.

Si le message de M. Chrétien à ses partisans ontariens restait centré sur le fossé qui sépare les «*visions*» de l'Alliance et de son parti, il a dû, devant la presse, expliquer sa décision d'en appeler au peuple 18 mois avant la fin de son mandat.

Il a noté que la campagne était commencée depuis un moment, avec le dévoilement du programme de l'Alliance et la campagne publicitaire qui a suivi. Selon lui, les Canadiens ne veulent pas de ces campagnes à l'américaine qui s'éternisent pendant des mois. «*Et il n'y a rien de plus démocratique que de tenir une élection. C'est une occasion pour les Canadiens de choisir entre des visions et des valeurs différentes*», a-t-il répété sur les pelouses de Rideau Hall.

Les partis d'opposition l'ont rapidement critiqué, qualifiant sa décision de «*cyrique*» et «*arrogante*». «*M. Chrétien prend les Canadiens pour des imbéciles mais devant sa manipulation du processus électoral et dégoûtés par son refus de s'excuser pour son gaspillage éhonté de nos impôts, les électeurs réservent à M. Chrétien une petite surprise le 27 novembre prochain*», a prédit le co-président de la campagne de l'Alliance, Peter White, qui parlait au nom de son chef Stockwell Day qui refuse de faire de la politique le dimanche pour consacrer son temps à sa famille.

M. White a quand même eu de la difficulté à expliquer pourquoi son parti était mécontent puisque son propre chef avait mis M. Chrétien au défi, il y a quelques semaines aux Communes, de faire face à l'électorat, ce que n'a pas manqué de rappeler le chef libéral.

Gilles Duceppe a soutenu, de son côté, que le chef libéral Jean Chrétien faisait preuve de «*cyisme*» en se lançant en campagne de façon prématurée. Selon lui, cela montre que le premier ministre craint les conclusions des enquêtes sur certaines subventions du Développement des ressources humaines, quatre d'entre elles dans la circonscription de Saint-Maurice.

L'ADQ propose un scrutin proportionnel

PRESSE CANADIENNE

Alma — L'Action démocratique du Québec (ADQ) met en avant une proposition concrète de réforme du système électoral, avec une représentation proportionnelle.

Lors d'une réunion de son conseil général, hier à Alma, le parti de Mario Dumont a adopté la suggestion suivante:

■ 75 des députés de l'Assemblée nationale seraient élus selon la méthode habituelle, dans les circonscriptions correspondant aux limites actuelles des comtés fédéraux;

■ 50 députés supplémentaires seraient élus selon une formule de compensation proportionnelle régionale, qui permettrait de corriger les inégalités du scrutin habituel.

Cette proposition, adoptée à l'unanimité des 150 membres du conseil général de l'ADQ, a été préparée et présentée par le militant adéquistre André Larocque, qui a été jadis le sous-ministre de la réforme électorale

Alexa McDonough, leader du Nouveau Parti démocratique, a jugé «*arrogante*» la décision du premier ministre mais peu importe, elle fera bataille avec vigueur pour proposer de «*meilleurs choix*». Au lieu de favoriser les réductions de taxes pour les plus nantis, dit-elle, elle veut réinvestir dans la santé, les programmes sociaux et l'environnement.

Déjà en tournée en Nouvelle-Écosse, le chef conservateur Joe Clark a pour sa part accusé le premier ministre de déclencher des élections hâtives, au coût de 200 millions de dollars, uniquement pour satisfaire sa vanité. Il a noté qu'en ne terminant pas son mandat, Jean Chrétien se retrouvait à laisser beaucoup de travail en plan, en particulier des projets de loi promis de longue date.

Jean Chrétien, que les sondages donnent favori et qui sollicite à 66 ans un troisième mandat majoritaire, est quant à lui persuadé qu'il pourra, durant les 36 jours de campagne, démontrer que «*l'approche libérale, qui est modérée et équilibrée* [sic], est beaucoup mieux que celle de la droite ou de la gauche».

Un des atouts dans son jeu est le mini-budget Martin présenté mercredi et qui offre des baisses d'impôt d'une valeur totalisant 100 milliards sur cinq ans. Son empressement le prive toutefois de munitions, comme les derniers assouplissements à l'assurance-emploi qui n'ont pu être adoptés avant la dissolution du Parlement.

L'autre co-président de l'Alliance, le député Jason Kenney, croit quant à lui que les Canadiens partageront les priorités de son parti, à savoir réduire les taxes et la dette et investir dans la santé. L'Alliance a toutefois un handicap. Elle n'est pas prête. Il lui manque encore une quarantaine de candidats et ses coffres, après une année passée en congrès, référendum et campagne au leadership, sont quelque peu dégaris. M. Kenney a d'ailleurs reconnu que le parti, pour la première fois de son histoire, pourrait pour l'occasion accepter de s'endetter.

À la dissolution du Parlement, l'Alliance comptait 58 députés comparativement à 161 pour le Parti libéral du Canada. Le Bloc en avait 44, le Nouveau Parti démocratique, 19 et le Parti conservateur, 15. Il y avait quatre députés indépendants.

En 1997, les libéraux avaient obtenu, à l'échelle nationale, un peu plus de 38 % des votes alors que le Parti réformiste, devenu l'Alliance, en récoltait environ 20 %. Le Parti conservateur n'était pas loin derrière avec 18,8 %, suivi du NPD à 11 %. Le Bloc, avec environ 38 % au Québec, avait devancé les libéraux qui en avaient obtenu 36,6 % et le PC (22 %).

Environ 20 millions de personnes se rendront aux urnes cette année, le nombre exact sera connu d'ici vendredi au plus tard. En 1997, 19 663 478 personnes figuraient sur la liste électorale permanente mais seulement 67 % d'entre eux s'étaient prévalus de leur droit de vote. La participation électorale est chute constante depuis 1984.

Avec la collaboration de Kathleen Lévesque

DUCEPPE

SUITE DE LA PAGE 1

gné M. Duceppe.

Ce dernier était entouré par six gardes du corps de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). «*Il n'y a pas de cause à effet, a affirmé le directeur des communications pour le Bloc, Michel Léveillé. Le Bloc martèle ce discours-là en Chambre*». M. Léveillé affirme que Gilles Duceppe n'a pas reçu de menace ni ne craint d'en recevoir. La GRC a offert un service de sécurité au Bloc comme à tous les partis.

En coulisse, des militants saluaient «*le courage*» de leur chef et trouvaient tout à fait approprié qu'il bénéficie d'une surveillance rapprochée. L'année dernière, le député bloquiste Yvan Loubier a reçu des menaces de mort pour avoir exhorté la police à accentuer ses efforts pour contrer la culture de la marijuana sur les terres agricoles de sa circonscription. M. Loubier et sa famille avaient été placés sous protection policière.

Le livre noir des libéraux

Outre le thème du crime organisé sur lequel il entend bien revenir au cours des prochaines semaines, M. Duceppe s'est attaqué au bilan du gouvernement de Jean Chrétien. «*Il veut parler de valeurs, ça tombe bien; on va lui en parler. Peut-être est-ce qu'il a un livre rouge. Nous, on a le livre noir des libéraux*», s'est écrié le chef bloquiste en brandissant un document que son équipe a préparé et qui fait un survol des années Chrétien.

Ce bilan s'attaque aux valeurs que les libéraux disent vouloir défendre au cours de la campagne. «*Jean Chrétien, c'est tout le contraire de la compassion. C'est du cynisme. Là ou il dit faire preuve de générosité, il y a du patronage*», juge Gilles Duceppe. Pour ce qui est de la transparence du gouvernement, M. Duceppe rappelle qu'il y a 21 enquêtes de la GRC pour fraude ou détournements de fonds, dont quatre dans la circonscription du premier ministre.

La loi C-20 sur la clarté, l'entente avec les provinces concernant un réinvestissement en santé, la réforme de l'assurance-emploi, entre autres, passent dans la moulinette bloquiste. Gilles Duceppe dénonce les libéraux qu'il accuse d'avoir volé les cotisations de l'assurance-emploi pour accumuler des surplus budgétaires et ainsi réduire les impôts.

En somme, affirme le chef du Bloc, le gouvernement fédéral a tout fait pour écraser le Québec, niant les consensus québécois dans différents dossiers: congés parentaux, indexation des transferts en santé et éducation.

Une étape vers la souveraineté

Pour ce qui est des discours du Bloc québécois sur la souveraineté, Gilles Duceppe soutient que le scrutin fédéral est une «*étape importante et déterminante*» pour l'atteindre. Quant à savoir comment le chef bloquiste s'y prendra pour convaincre les Québécois alors qu'il n'y a pas de calendrier référendaire à l'horizon, M. Duceppe table sur l'utilité de son parti à Ottawa pour défendre les intérêts du Québec.

«*Il y a une question de confiance dans tout ça. Il faut faire en sorte que les souverainistes ressortent plus forts de cette élection. Et quand on est plus forts, on est mieux placé*», a-t-il expliqué lors du conseil général de samedi.

Depuis 1993, les appuis au Bloc québécois ont chuté. En 1997, le parti a vu son nombre de sièges à la Chambre des communes passer de 53 à 44. Maintenant, l'objectif du Bloc est de remonter la pente et d'atteindre 50 circonscriptions, a expliqué le vice-président du Bloc et candidat dans Joliette, Pierre Paquette. M. Duceppe se montre moins précis. «*On vise à avoir plus de députés que maintenant*», a-t-il laissé tomber samedi.

Chose certaine, l'organisation du Bloc est mieux préparée qu'il y a trois ans. Lors du conseil général de samedi, la machine électorale a démontré que tous les rouages étaient bien huilés et que les troupes étaient enthousiastes.

Menace de boycottage du SCFP

La menace du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) de boycotter activement le Bloc québécois et son chef pourrait toutefois gruger la confiance que le Bloc affiche. Les employés municipaux sont mécontents des éventuels effets de la réorganisation municipale qui imposera des fusions et par ricochet, niera le droit à la libre négociation, dénonce le SCFP. La puissante centrale syndicale doit statuer sur sa stratégie pour faire reculer le Parti québécois dans les prochains jours.

Gilles Duceppe a tenté d'ignorer le dossier, soulignant qu'il n'entendait pas intervenir dans un champ de compétence provinciale. De plus, il a souligné que ses relations avec les syndicats avaient toujours été bonnes.

En soirée, le chef du Bloc s'est rendu dans la circonscription de Joliette pour l'investiture de Pierre Paquette.

General Electric achète Honeywell

Washington (AFP) — Le plus gros conglomérat mondial, General Electric (GE), a annoncé hier l'acquisition du groupe Honeywell dans une transaction par échange d'actions évaluée à 45 milliards.

Les conseils d'administration des deux groupes ont approuvé la transaction qui devrait être finalisée au début de l'année 2001 après avoir reçu le feu vert des autorités de contrôle, selon le communiqué.

L'Américain General Electric, dont le patron est le capitaine d'industrie Jack Welch, a damé le pion à United Technologies qui avait d'abord passé un accord de rachat de Honeywell jeudi avant de jeter l'éponge dès le lendemain sur la surenchère de GE.

Les actionnaires de Honeywell recevront pour chacune de leurs actions 1055 action General Electric, ce qui sur la base des cours de clôture de GE et de Honeywell valorise la fusion à 45 milliards. Vendredi, l'action GE a terminé à 52,50 \$ et le titre Honeywell avait fait un bon de 29% à 46 \$.

Pour mener à bien la fusion, le patron de GE Jack Welch va rester un peu plus longtemps que prévu à la tête du groupe. Prévu pour être remplacé en avril 2001, Jack Welch, qui aura 65 ans en novembre, ne prendra sa retraite qu'à la fin de l'année 2001.

Michael Bonsignore, pdg du groupe industriel Honeywell, va devenir membre du conseil d'administration de GE. Deux autres administrateurs de Honeywell rejoindront également le conseil d'administration de GE.

le ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Hamad Ben Jasssem al-Thani, indiquait que son pays étudiait une possible fermeture de la représentation commerciale israélienne à Doha.

Israël s'est déclaré «*déçu*» et «*surpris*» par la décision tunisienne.

Seule décision concrète

La Ligue arabe a également lancé un appel fort aux Nations unies, demandant la création d'un comité pénal international pour «*juger les crimes de guerre israéliens*». Sur la lancée du sommet de Charm el-Cheikh (Égypte), elle a réclamé «*une commission d'enquête internationale et neutre sous l'égide des Nations unies*» pour évaluer les causes des derniers affrontements, ainsi que l'envoi d'une force d'interposition. Des vœux pieux qui ont peu de chances de se concrétiser: Israël continue de s'opposer à toute ingérence de l'ONU dans le conflit israélo-palestinien.

En revanche, les pétrodollars saoudiens ont enfin permis à la Ligue d'annoncer sa seule décision concrète: la création de deux fonds d'un montant total d'un milliard de dollars. Le premier est destiné aux familles des victimes palestiniennes et le second à «*préserver l'aspect arabe et islamique de Jérusalem-Est*».

Le ton avait pourtant été très dur, samedi, dans les discours d'ouverture. «*Bains de sang*», «*atrocités*», «*massacres*», les dirigeants arabes n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner Israël. De grandes phrases destinées à sauver la face et à rassurer les opinions publiques. Car, derrière leurs déclarations enflammées, les membres de la Ligue n'ont cessé de rappeler leur attachement à la paix. Seuls l'Irak et la Libye ont joué jusqu'au bout les traditionnels trouble-fête. Bagdad a continué ses appels au jihad (guerre sainte), tandis que le représentant de Tripoli claquait samedi soir la porte d'un sommet qualifié «*d'inutile*». Tous les autres, y compris le président syrien Bachar el-Assad, se sont interminablement congratulés après la signature des conclusions de ce sommet qui préserve leurs intérêts économiques et stratégiques. Pour leur part, les Palestiniens ont déclaré être «*satisfait*», mais «*[vouloir] plus*».

ARABES

SUITE DE LA PAGE 1

trait de réévaluer le processus diplomatique à la lumière des derniers événements et ne signifiait nullement l'abandon des efforts de paix, qui restaient à l'ordre du jour, «*mais pas à tout prix et ni sous la menace de la violence*».

Réagissant à la décision du premier ministre israélien, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat n'a pas mâché ses mots à l'égard de celui qu'il considérait il y a encore quelques semaines comme son «*partenaire*».

«*Le peuple palestinien va continuer sur le chemin de Jérusalem, capitale de l'État palestinien indépendant, qu'il [Barak] l'accepte ou pas*», a tonné le dirigeant palestinien à son retour du Caire à l'issue du sommet arabe. «*Qu'il aille au diable*», a-t-il ajouté à propos du premier ministre israélien.

Barak a également confirmé son intention de former un gouvernement «*d'urgence nationale*» avec l'opposition de droite.

Dans la résolution finale du sommet, les dirigeants arabes ont menacé de rompre les relations que certains pays arabes ont établies avec l'État juif.

Le sommet a, en outre, rendu Israël responsable des violences dans les territoires et du blocage du processus de paix.

Les chefs d'État arabes se sont également engagés, «*en raison du revers subi par le processus de paix, à faire face avec fermeté à toutes les tentatives d'infiltration d'Israël dans le monde arabe et à cesser désormais d'établir des relations avec lui*».

Israël a répliqué en condamnant ce qu'il a qualifié de «*langage de la menace*», tout en rendant hommage au président égyptien Hosni Moubarak pour «*des efforts considérables*» qu'il a déployés pour «*maintenir une approche équilibrée*».

«*Israël rejette catégoriquement le langage de la menace qui a été utilisé lors du sommet et condamne les appels à la poursuite des violences*», a déclaré dans un communiqué la présidence du Conseil.

Sans même attendre la fin du sommet arabe, la Tunisie a annoncé la fermeture de son bureau d'intérêts en Israël et de celui d'Israël à Tunis, tandis que